

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Rapport d'activité 2018

DIRECTION DES ÉTUDES ET DES PRÉVISIONS FINANCIÈRES



صاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
Sa Majesté le Roi Mohammed VI

SOMMAIRE

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018.....	8
AVANT-PROPOS.....	10
INTRODUCTION.....	12
PARTIE I	14
UN PROGRAMME D'ÉTUDES RICHE ET DIVERSIFIÉ ARTICULÉ AUTOUR DES QUESTIONS STRUCTURELLES QUI INTERPELLENT LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL	14
1.1. DIAGNOSTIC APPROFONDI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE NATIONALE	15
1.1.1. Examen de certaines questions de fond en rapport avec le régime de croissance de l'économie marocaine.....	15
1.1.2. Soutenabilité des finances publiques : une question placée au centre des priorités de la DEPF.....	17
1.1.3. Analyse des problématiques liées au financement de l'économie.....	20
1.1.4. Examen approfondi des évolutions conjoncturelles internes et externes	21
1.1.5. Développement continu des outils de prévision et de simulation des politiques publiques.....	23
1.1.6. Des tableaux de bord retraçant les évolutions conjoncturelles et structurelles de l'économie nationale	24
1.2. APPROFONDISSEMENT DES ANALYSES PORTANT SUR LA COMPÉTITIVITÉ GLOBALE ET SECTORIELLE DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE :	26
1.2.1. Analyse approfondie de la compétitivité des exportations marocaines.....	26
1.2.2. Examen de l'attractivité de l'économie marocaine eu égard aux investissements étrangers.....	26
1.2.3. Evaluation des impacts des politiques sectorielles.....	27
1.2.4. Mise en exergue des problématiques liées au développement territorial.....	30
1.3. UNE PLACE CENTRALE ACCORDÉE AUX QUESTIONS LIÉES À L'APPROFONDISSEMENT DE L'INTÉGRATION DU MAROC EN AFRIQUE	31
1.4. TRAITEMENT APPROFONDI DES QUESTIONS SOCIALES	33
1.5. APPORT DE LA DEPF AUX TRAVAUX TRANSVERSES DU MEF EN MARGE DE LA PRÉPARATION DE LA LOI DES FINANCES 2019	36
1.5.1. Affinement des prévisions macroéconomiques sous-jacentes au PLF 2019.....	36
1.5.2. Elaboration du Rapport Economique et Financier 2019.....	36
1.5.3. Elaboration du rapport sur le budget axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre.....	37

PARTIE II	40
CONSOLIDATION DES LIENS DE COOPERATION AVEC DES ACTEURS DE RENOM ET DU CYCLE DE CONFERENCE DE LA DEPF	40
2.1. RENFORCEMENT DE LA COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES	41
2.2. CONSOLIDATION DE LA COOPÉRATION AVEC LA DG-TRÉSOR FRANCE	42
2.3. RENFORCEMENT DES LIENS DE PARTENARIAT AVEC LE POLICY CENTER OF THE NEW SOUTH	42
2.4. OUVERTURE SUR LES INSTITUTIONS NATIONALES	44
2.5. ORGANISATION DE RENCONTRES-DÉBATS AU SIÈGE DU MEF	44
PARTIE III	46
UN PROCESSUS DE MODERNISATION SOUTENU POUR ACCOMPAGNER LE REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE DE LA DEPF	46
3.1. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA DIRECTION	47
3.2. OPTIMISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION	49
3.3. CONCRÉTISATION D'UNE NOUVELLE COMMUNICATION DIGITALE	50
PERSPECTIVES 2019.....	52
PUBLICATIONS.....	54

SIGLES ET ABBREVIATIONS

A		G	
ACP	Analyse en Composantes Principales	GEPEC	Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
AFD	Agence Française de Développement	H	
ANDA	Agence Nationale pour le Développement de l'Aquaculture	HCP	Haut-Commissariat au Plan
AWB	Attijariwafa bank	I	
B		IAA	Industries Agro-Alimentaires
BMCE-BOA	Banque Marocaine du Commerce Extérieur –Bank Of Africa	IDE	Investissements Directs Etrangers
BCP	Banque Centrale Populaire	ISC	Indicateur Synthétique de Conjoncture
BSG	Budgétisation Sensible au Genre	ISODD	Indice synthétique des Objectifs du Développement Durable
C		L	
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	LOF	Loi Organique relative à la loi de Finances
CGI	Code Général des Impôts	M	
CE-BSG	Centre d'Excellence de la Budgétisation Sensible au Genre	MENA	Moyen Orient et Afrique du Nord
CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales	MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
CESE	Conseil Economique, Social et Environnemental	MEGC	Modèle d'Equilibre Général Calculable
CHELEM	Comptes Harmonisés sur les Echanges et L'Economie Mondiale	N	
COMTRADE	Base de données sur le commerce mondial des produits de base	NEET	Not in Education, Employment, or Training
D		O	
DEPF	Direction des Etudes et des Prévisions Financières	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
DG-Trésor France	Direction Générale du Trésor -France	ODD	Objectifs du Développement Durable
E		P	
EU-MENA	Union Européenne-Moyen Orient et Afrique du Nord	PIB	Produit Intérieur Brut
F		PLF	Projet de Loi de Finances
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	PPP	Partenariat Public-Privé
FMI	Fonds Monétaire International	R	
		REF	Rapport Economique et Financier
		T	
		TES	Tableau Entrées-Sorties
		TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
		V	
		VAA	Valeur Ajoutée Agricole

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES
RAPPORT D'ACTIVITE 2018

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2018

**01**

Diversification des travaux de la DEPF pour couvrir de nouvelles dimensions clés du capital immatériel du Maroc dont notamment la dimension institutionnelle, la dimension sociale et la dimension environnementale.

**02**

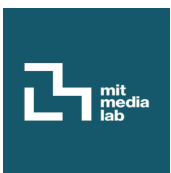
Inauguration d'une nouvelle série de publication, baptisée « Policy-Africa », qui traite des développements récents de la situation économique des pays partenaires d'Afrique et des perspectives de l'intégration africaine du Maroc dans une multitude de domaines.

**03**

Participation de la DEPF, pour la première fois, aux travaux du groupe d'experts de l'OCDE sur les prévisions économiques à court terme (STEP), en perspective de la publication du rapport semestriel sur les perspectives économiques de l'OCDE.

**04**

Elaboration d'un indice synthétique des objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Ce travail, pionnier au Maroc, offre l'opportunité de capter la dynamique de convergence des régions marocaines par rapport à ces objectifs universels.

**05**

Présentation au Michigan Institute of Technology-Lab (Etats-Unis) des conclusions de l'étude de la DEPF sur la complexité économique des régions marocaines.

**06**

Mise en ligne du nouveau Site Web de la DEPF, dont l'architecture et le contenu obéissent aux standards de qualité les plus élevés. Fer de lance de la communication digitale de la DEPF, ce Site Web constitue une mine d'informations à forte valeur ajoutée destinée à une pluralité d'audiences.

AVANT-PROPOS

Consacrant son positionnement de think tank public au service de l'éclairage de la haute sphère décisionnelle du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (DEPF) a structuré son programme de travail au cours de l'année 2018 autour des grandes questions qui interpellent le processus de développement de notre pays.

Parallèlement aux travaux portant sur les aspects purement économiques, un intérêt croissant a été accordé à certaines dimensions clés du capital immatériel de notre pays, dont notamment la dimension institutionnelle, la dimension sociale et la dimension durabilité environnementale. Les incidences de ces dimensions sur le processus de création de la richesse nationale sont en effet déterminantes.

Par ailleurs, la DEPF a lancé une nouvelle série de publications, « Policy Africa », dédiée spécifiquement à l'intégration africaine du Maroc pour tenir compte de la place centrale de l'Afrique dans les priorités de la politique extérieure du Royaume sous l'impulsion de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI. Les analyses menées dans le cadre de cette publication sont établies à partir d'une banque de données, créée au sein de MANAR-Stat et intégrant un ensemble d'information sur les économies africaines. Cette banque de données permet d'examiner les perspectives de l'intégration du Maroc en Afrique et de prospecter les leviers à même de permettre à notre pays de mobiliser pleinement le potentiel de son partenariat avec les pays du continent, selon des schémas de coopération « gagnant-gagnant ».

En matière d'examen des questions liées au développement territorial de notre pays, un travail innovant a été mené par la DEPF en 2018. Il a porté, d'une part, sur l'examen de la dynamique de convergence des douze régions du Royaume sous le prisme des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 et, d'autre part, sur l'identification des leviers stratégiques à déployer pour favoriser la concrétisation de ces objectifs à l'horizon retenu.

L'élargissement du champ de réflexion de la DEPF vers ces nouvelles thématiques a nécessité le recours à de nouvelles approches d'analyse, faisant appel à des compétences pluridisciplinaires. Ces approches ont été renforcées par des exercices de benchmarking pour s'approprier les meilleures pratiques internationales en matière de conception et de mise en œuvre des réformes et des politiques publiques.

Pour accompagner cette dynamique de diversification et consolider les acquis jusqu'à enregistrés, des efforts ont été consentis pour adapter nos instruments d'analyse, tels les modèles économétriques et les maquettes de prévision et de simulation d'impacts, aux nouvelles dimensions couvertes. Ainsi, le « module énergie » a été inséré dans le Modèle d'Equilibre Général Calculable pour intégrer les aspects énergétiques et environnementaux à nos analyses.

La diversification de nos analyses et de nos publications orientées vers l'aide à la décision, la richesse de nos outils et la poursuite du renforcement de l'expertise de nos équipes permettent aujourd'hui à la DEPF d'apporter un éclairage judicieux et objectif sur plusieurs questions complexes de politiques publiques. Pour preuve, une bonne partie de nos travaux contribue à l'enrichissement du débat économique et financier aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Pour l'année 2019, la DEPF consacrera encore davantage son rôle de think-tank public, en poursuivant résolument son ouverture sur les autres structures du MEF, en vue d'assurer une articulation judicieuse entre les connaissances théoriques et conceptuelles et l'expertise métier. Elle poursuivra, en outre, le renforcement des liens de coopération avec ses partenaires nationaux et internationaux dans les domaines d'intérêt commun.

Mounssif ADERKAOUI
Directeur des Etudes et des Prévisions Financières

INTRODUCTION

Le présent rapport d'activité dresse le bilan des travaux d'études et d'analyse réalisés par la DEPF au cours de l'année 2018, conformément aux orientations définies dans le cadre de son plan d'action stratégique. Ce rapport intègre également les actions menées en matière de renforcement des liens de coopération et d'organisation de rencontres scientifiques de haut niveau.

De par leur caractère structurel et diversifié, les travaux d'études et d'analyse de la DEPF traitent autant des dimensions clés du capital matériel et immatériel de notre pays que des questions liées à l'ouverture de l'économie marocaine sur l'extérieur et à son ancrage régional de plus en plus renforcé, notamment en Afrique.

Ces travaux ont pour dénominateur commun l'appréhension des grands enjeux endogènes et exogènes, auxquels le Maroc se trouve confronté, et visent à identifier les leviers de politiques publiques de nature à libérer le potentiel de développement du Maroc et l'inscrire dans un cercle vertueux de croissance durable et autoentretenu. Pour veiller à la fiabilité de ses diagnostics, la DEPF s'est appuyée sur des instruments d'analyse sophistiqués au diapason des standards en vogue en matière d'analyse et de prévision économiques.

La diversité des questions couvertes et le foisonnement des propositions de politiques publiques issues des travaux réalisés érigent, aujourd'hui, la DEPF en force de propositions, renforçant ainsi sa contribution à l'éclairage des choix publics sur une variété de thématiques qu'elles soient, d'ordre macroéconomique et sectoriel ou d'ordre social et territorial.

Pour bien mener sa mission d'études et d'analyse des questions structurelles à fortes incidences sur la trajectoire de développement du Maroc, la DEPF continue de placer la valorisation et le renforcement des capacités de son capital humain au centre de ses priorités. La Direction a œuvré également en faveur de la consolidation des liens collaboratifs avec les autres structures du MEF et s'appuie de plus en plus sur son réseau de partenariat pour mobiliser les synergies et mutualiser l'expertise.

Pour passer en revue les réalisations de la DEPF au cours de l'année 2018, le présent rapport d'activité est articulé autour de trois axes interdépendants :

- Le premier axe restitue les principales conclusions issues des travaux menés par la Direction en 2018. Cette partie aborde, aussi, la contribution de la DEPF au processus d'élaboration de la Loi de Finances 2019.

- Le second axe traite des actions déployées par la DEPF en matière de renforcement de ses liens de partenariat à l'échelle nationale et internationale.
- Le troisième axe est consacré aux activités de support, dont notamment, la valorisation du capital humain de la Direction, la consolidation de ses outils d'analyse et de son système d'information ainsi que le relèvement de l'efficacité de sa politique de communication interne et externe.

La partie conclusive du rapport d'activité met en perspectives les axes prioritaires devant constituer l'ossature du programme de travail envisagé par la DEPF au titre de l'année 2019.



PARTIE I

UN PROGRAMME D'ÉTUDES RICHE ET DIVERSIFIÉ ARTICULÉ AUTOUR
DES QUESTIONS STRUCTURELLES QUI INTERPELLENT LE MODÈLE DE
DÉVELOPPEMENT NATIONAL

Plusieurs thématiques ont fait l'objet d'un examen approfondi par la DEPF durant l'année 2018. Ces thématiques se rapportent à des questions prioritaires traitant du régime de croissance de l'économie marocaine, de la dynamique de la compétitivité extérieure du Maroc au même titre que des perspectives qui se profilent en ligne avec la nouvelle politique africaine du Royaume. En outre, un intérêt particulier a été accordé aux questions sociales et territoriales au vu des effets structurants de celles-ci sur la trajectoire de développement de notre pays.



1.1. DIAGNOSTIC APPROFONDI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE NATIONALE

La DEPF a accordé une grande vigilance à la situation économique et financière du Maroc, en examinant en profondeur certaines problématiques aigues en rapport avec la soutenabilité des finances publiques, les spécificités du régime de croissance de l'économie marocaine et de son mode de financement. En plus de ces aspects structurels, les développements récents de la conjoncture nationale et internationale ont fait l'objet d'un suivi régulier pour apprécier les incidences globales et sectorielles qui en découlent sur l'économie nationale.

1.1.1. Examen de certaines questions de fond en rapport avec le régime de croissance de l'économie marocaine

Placées au rang des travaux prioritaires de la DEPF, certaines questions liées au régime de croissance de l'économie marocaine ont été profondément analysées. Il s'agit en l'occurrence de la qualité des institutions en tant que levier de croissance, du contenu de la croissance en emplois et des effets suscités par l'impulsion budgétaire.

✱ Gouvernance, qualité institutionnelle et développement économique : quels enseignements pour le Maroc ?

Cette étude part du constat selon lequel la qualité de la gouvernance institutionnelle, composante clé du capital immatériel, figure au rang des leviers qui favorisent une croissance économique à la fois durable et inclusive. Elle s'est attelée à mettre en évidence la relation entre la qualité institutionnelle et la performance économique, en se basant sur des modèles économétriques, intégrant un échantillon de 94 pays dont le Maroc.

Les analyses élaborées dans le cadre de cette étude ont, ainsi, clairement montré que l'édification d'institutions fortes et l'ancrage aux principes de la bonne gouvernance constituent des paramètres clés pour impulser durablement le processus de développement économique d'un pays.

En d'autres termes, la cristallisation des valeurs de démocratie participative, de transparence et de reddition des comptes favorisent non seulement une meilleure conduite des politiques publiques, mais contribuent, aussi, à promouvoir un ordre économique et social inclusif, à fortes incidences sur la compétitivité et l'attractivité du pays.

Pour le cas du Maroc, l'étude a mis en exergue les efforts consentis par le pays au cours des dernières années et qui ont culminé avec la réforme constitutionnelle globale de 2011. Malgré, ces efforts, des actions vigoureuses devraient être déployées pour permettre au Maroc de mobiliser pleinement le potentiel de son développement institutionnel.



Pour ce faire, l'étude a identifié plusieurs leviers prioritaires au rang desquels figurent la généralisation de la mise à niveau de l'administration publique, la coordination étroite entre acteurs, l'amélioration de la transparence de l'information sur la qualité des biens et des services au même titre que la promotion de l'innovation et le renforcement de la sécurité des transactions et des contrats.

Le contenu en emplois de la croissance économique au Maroc

Ce travail d'analyse s'est attelé à faire ressortir les facteurs à l'origine de la faible capacité de l'économie marocaine à créer suffisamment d'emplois et à suggérer quelques réponses de politiques publiques à même de contribuer à l'inflexion de cette situation.

Sur la base du traitement des données statistiques relatives aux créations d'emplois au sein de l'économie nationale, le diagnostic de la DEPF a permis de relever une baisse significative de l'élasticité croissance/emploi. Ainsi, pour chaque point de pourcentage de croissance du PIB entre 2008 et 2017, l'emploi global n'a progressé que de 0,12% en moyenne contre 0,33% entre 2000 et 2007.



En plus de son caractère déclinant, l'intensité en emplois de la croissance se caractérise autant par une forte polarisation sur un nombre réduit de secteurs que par une forte variabilité selon le genre, le groupe d'âge et le milieu de résidence

Au-delà des facteurs conjoncturels, les facteurs explicatifs de l'appauvrissement du contenu en emplois de la croissance s'avèrent d'ordre structurel. Ceux-ci ont trait, particulièrement, aux spécificités du régime de croissance de l'économie marocaine, au positionnement encore insuffisant du pays dans la dynamique du commerce international et aux multiples contraintes qui pèsent sur le marché national du travail ainsi que le niveau de développement insuffisant de l'entrepreneuriat.

Pour apporter des réponses de fond à cette problématique structurelle, l'étude de la DEPF a identifié quelques leviers d'action stratégiques, axés entre autres sur la priorisation de l'accessibilité des femmes et des jeunes à des emplois décents et de l'indexation du système de soutien public au profit des secteurs d'activité en fonction de leurs capacités en matière de création d'emplois.

D'autres leviers importants mériteraient, également, d'être déployés dont notamment l'opérationnalisation du chantier de la régionalisation avancée pour réduire le gap entre régions en termes de contribution à la création des richesses et des emplois et la forte impulsion à donner à l'accumulation du capital humain et au développement des capacités d'innovation pour générer des gains substantiels de productivité et relever la compétitivité du système productif national.

✱ Impacts macroéconomiques de l'investissement public

Le rôle de l'investissement public en matière de dynamisation de l'activité économique au Maroc est incontestable. C'est ce dont témoigne l'effort financier important consenti par l'Etat en termes d'édification d'infrastructures modernes, de mise en œuvre de programmes de développement territoriaux et de conception de nouvelles visions sectorielles.

Alors que cette dynamique est le corollaire d'un processus de convergence qui rappelle globalement ce qui a été observé dans certains pays d'Asie et d'Amérique latine à la veille de leur émergence, il n'en demeure pas moins vrai que le volume sans cesse croissant de l'investissement public pose la question de son efficacité et de son efficacité et, partant, celle des impacts macroéconomiques qui en découlent.

Pour cerner les principaux contours de cette question, la DEPF a mené une analyse fine ayant pour objet de mettre en exergue les mécanismes de transmission de l'impulsion budgétaire et d'identifier les goulots d'étranglement qui limitent ses effets.

Les simulations d'impacts effectuées sur la base du modèle macro-économétrique MIMPAS de la DEPF ont permis de faire ressortir qu'un point du PIB d'investissement public génère un effet supérieur à l'unité, ce qui laisse suggérer que l'effet multiplicateur de l'investissement public est bien réel. Ces résultats montrent aussi que le rythme de croissance économique réalisé par le Maroc aurait été sans doute plus faible sans les efforts consentis par l'Etat en termes d'investissement public.

Néanmoins, la transmission pleine et entière de l'impulsion budgétaire à l'ensemble de l'économie est contrainte principalement par la forte propension à importer de l'économie marocaine, notamment pour ce qui est des biens d'équipement et des demi-produits. L'atténuation de cette contrainte suppose, dès lors, d'agir sur des leviers structurels ayant trait notamment au renforcement des capacités du système productif national pour qu'il puisse être en mesure de répondre en volume et qualités suffisants à la demande intérieure. Non moins important, le recours à des modes rénovés en matière de conception et de mise en œuvre des investissements publics s'avère nécessaire pour en maximiser les retombées économiques et sociales.

1.1.2. Soutenabilité des finances publiques : une question placée au centre des priorités de la DEPF

La question de la soutenabilité des fondamentaux macroéconomiques du Maroc figure au rang des axes prioritaires des travaux d'études de la DEPF. Dans ce cadre, plusieurs aspects en rapport avec cette question ont fait l'objet d'examen minutieux, dont notamment la mise en exergue des mutations structurelles des finances publiques, l'analyse des dépenses fiscales, l'appréciation de la pression fiscale ainsi que la mise en perspective de la dynamique de la dette du Trésor à moyen terme.



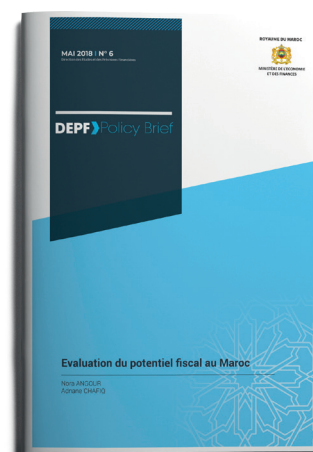
✱ Mutations structurelles des finances publiques

Ce travail analytique s'est attelé à faire ressortir les points d'inflexion ayant marqué l'évolution des finances publiques au cours des dernières années. Il a permis de relever le tournant positif enregistré au niveau du profil des finances publiques à partir de 2013, en lien avec les mesures prises par les pouvoirs publics en termes de compression des charges de compensation, de réduction du train de vie de l'Etat et d'optimisation des dépenses publiques d'investissement. De leur côté, les recettes fiscales ont affiché un comportement globalement modéré, avant d'enregistrer un rebond positif à partir de 2015. Dans ces conditions, le déficit budgétaire a été ramené de 6,8% à 3,6% du PIB respectivement entre 2013 et 2017, en lien avec la réalisation d'un solde ordinaire positif à partir de 2014, qui a permis de conforter les marges budgétaires de l'Etat et de contenir l'évolution de l'endettement.

✱ Evaluation du potentiel fiscal au Maroc

L'étude de la DEPF traitant de ce thème, s'est basée sur le concept de potentiel fiscal pour appréhender les marges de manœuvre fiscales dont dispose l'Etat. L'évaluation de ce potentiel dans le contexte marocain s'est faite par ligne d'impôt, sur la base d'un modèle de frontière stochastique d'efficacité, en assimilant le recouvrement des recettes fiscales à une activité de production. Les résultats empiriques de cette étude ont permis de relever l'existence d'un potentiel important de ressources fiscales.

La mobilisation de ce potentiel requiert la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions novatrices visant, d'une part, à rationaliser la fiscalité dérogatoire et l'assujettir à des dispositifs d'évaluation ex-ante et ex-post pour en apprécier l'opportunité et l'efficacité et, d'autre part, à réduire significativement le poids du secteur informel dans l'économie. Parallèlement à ces deux leviers importants, une attention particulière devrait être accordée à la promotion du civisme fiscal et à la lutte contre l'évasion fiscale dans toutes ses formes pour renforcer les bases d'un système fiscal juste et équitable.



✱ Les dépenses fiscales au Maroc

Cette question importante a bénéficié d'un grand intérêt de la part de la DEPF, comme en témoigne les travaux qui lui ont été consacrés, dont certains sont le fruit d'une étroite collaboration avec l'administration fiscale. Ces travaux, qui se fondent sur des exercices de benchmarking en matière de fiscalité dérogatoire, ont porté sur ce qui suit :

- **Réexamen des dépenses fiscales : quelle démarche pour une fiscalité dérogatoire plus efficace ?** : Ce travail a été consacré à l'examen de l'efficacité des mesures fiscales dérogatoires, à l'identification des principales problématiques soulevées en la matière ainsi qu'aux réponses

appropriées pour y faire face. Le diagnostic de la DEPF a permis de relever l'existence de plusieurs contraintes qui rendent complexe la gestion du système de fiscalité dérogatoire tant par le nombre élevé des mesures y afférentes que par leur coût de plus en plus élevé. En outre, la cohabitation de ce système avec les aides foncières et budgétaires directes brouille la lisibilité du système de soutien aux entreprises et alimente de fortes distorsions au sein de l'économie nationale. Partant de ces considérations, l'étude de la DEPF a identifié plusieurs propositions de nature à optimiser les dépenses fiscales et en faire un véritable levier d'impulsion de l'activité économique. Ces propositions ont trait, entre autres, à la mise en place d'un délai d'application pour chaque dépense fiscale, à l'octroi de ces dépenses selon un cadre conventionnel assujéti à un cahier de charges bien défini et à la mise en place des mécanismes d'évaluation de leur efficacité par rapport aux objectifs escomptés.

- **Contribution à la refonte du rapport sur les dépenses fiscales** : La DEPF a été mise à contribution dans le cadre de la réflexion menée au sein du groupe de travail initié, en 2018, par la Direction Générale des impôts (DGI) , pour restructurer et refondre le rapport relatif aux dépenses fiscales accompagnant les prochaines éditions de la Loi de Finances. Les travaux réalisés par ce groupe ont permis de mettre en place un nouveau référentiel des dépenses fiscales pour le cas de la TVA et son application sur les données de l'année 2017 et ce, pour étudier l'impact que pourrait engendrer le nouveau référentiel sur le nombre et la structure globale des dépenses fiscales.
- **Evaluation de l'impact budgétaire des dépenses fiscales (article 91 du CGI)** : Cet exercice consiste en une évaluation de l'impact budgétaire des dépenses fiscales relatives à l'exonération sans droit à déduction de certains produits ou opérations figurant dans l'article 91 du Code Général des Impôts. Cette évaluation a été effectuée moyennant les données figurant, d'une part, dans l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages de 2007, et d'autre part dans le TES 2007.



Pression fiscale au Maroc

Cette question a fait l'objet d'une note méthodologique pour cerner les contours de la pression fiscale au Maroc. Pour ce faire, deux approches ont été identifiées pour le calcul du ratio de la pression fiscale. La première met en exergue l'ensemble des prélèvements obligatoires et la deuxième ne fait valoir que les prélèvements fiscaux. Pour le cas du Maroc, l'évolution de la pression fiscale, mesurée par l'ensemble des recettes fiscales (relevant de l'Etat et des Collectivités territoriales) et sans prendre en compte les prélèvements sociaux, au cours de la période 2002-2017 a fait ressortir deux phases différenciées. La première phase, allant de 2002 à 2008, a été caractérisée par une accentuation de la pression fiscale (19,9% du PIB en 2002 à un pic de 26,9% en 2008). Sur cette période, l'élasticité des recettes fiscales à l'évolution de l'activité économique s'est située à 2,3 durant la période 2005-2008 contre une élasticité unitaire sur la période 2000-2004. Par contre, durant la période de 2009-2017, la pression fiscale s'est fortement atténuée, pour s'établir à 22,4% en 2017 après 26,9% en 2008, en ligne avec la réduction des taux de l'Impôt sur les Sociétés et de l'Impôt sur le Revenu, d'une part, et par les effets de la conjoncture économique sur le comportement des différents impôts, d'autre part.

* Principales mesures fiscales par année et par objectif

Ce travail d'actualisation s'est attelé à la mise à jour des principales mesures fiscales prises entre 2001 et 2018 au même titre que celles convenues dans le cadre de la Loi de Finances 2019. Pour rappel, ces mesures portent sur la simplification et l'harmonisation du système fiscal, l'élargissement de l'assiette, l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise, la promotion des secteurs prioritaires et de l'investissement et la réalisation d'objectifs sociaux.

* Dynamique de la dette du Trésor à moyen terme : quels ingrédients pour une soutenabilité renforcée de la dette publique ?

Cette question a fait l'objet d'un examen approfondi par la DEPF pour cerner la dynamique de la dette du Trésor et mettre en perspective son évolution future. L'étude part du constat selon lequel l'effort financier de l'État, surtout entre 2008 et 2012, avait suscité une forte pression sur les équilibres budgétaires, entraînant, par ricochet, une réorientation à la hausse de l'endettement du Trésor. La versatilité du contexte international et l'ampleur des enjeux endogènes posent avec insistance l'impératif d'accorder une vigilance accrue à la soutenabilité à moyen terme de l'endettement du Trésor pour éviter tout risque en mesure de compromettre la fiabilité des fondamentaux macro-financiers du pays.



S'appuyant sur un cadre analytique conforme à celui utilisé par certaines institutions internationales, en l'occurrence le FMI, l'étude de la DEPF a permis de faire ressortir les facteurs macroéconomiques qui sont à l'origine de la dynamique de la dette du Trésor durant la période 2001-2016. Elle a permis, également, de mettre en perspective la trajectoire de la dette du Trésor à l'horizon 2021, sur la base du scénario tendanciel issu du cadre macroéconomique. Des analyses de sensibilité sous forme de « stress tests » ont été conduites en vue d'apprécier la robustesse des résultats obtenus et d'identifier les conditions nécessaires pour l'atteinte de l'objectif cible d'un ratio de la dette du Trésor de 60% du PIB à l'horizon 2021.

1.1.3. Analyse des problématiques liées au financement de l'économie

Durant l'année 2018, la DEPF a entrepris plusieurs travaux d'analyse ayant pour objet de cerner les développements récents du système financier national et de mettre en exergue son apport en matière de financement de l'activité économique. Parmi ces travaux, il convient de citer, notamment :

* Evolution du marché des capitaux en 2017

La note d'analyse élaborée par la DEPF à ce sujet a permis de passer en revue l'évolution des différents compartiments du marché des capitaux et de ressortir les freins qui entravent encore le développement de celui-ci. Cette note a été enrichie par des propositions de leviers stratégiques de nature à dynamiser, en particulier, la liquidité du marché boursier et à maximiser les retombées des réformes de modernisation engagées au cours de la période récente.



Développement et potentiel des Sukuks

Souhaitant contribuer à la réflexion autour des potentialités des nouveaux produits financiers alternatifs au Maroc, la DEPF a élaboré une étude sur les Sukuk. Mettant en relief les aspects conceptuels de la finance alternative et les tendances du marché mondial des Sukuk, cette étude a permis d'identifier les opportunités dont recèle ce produit financier pour le Maroc. Outre l'injection de l'épargne dans le circuit bancaire et la diversification des canaux de refinancement des banques, l'incorporation par le Maroc de ce nouveau segment financier serait opportune pour renforcer l'attractivité du Maroc eu égard aux investissements du Golfe, y compris ceux ciblant les marchés d'Afrique.

Contribution du secteur des assurances au financement de l'économie

Cette étude a été consacrée à la mise en exergue du poids économique et financier du secteur des assurances en tant que levier de croissance économique. Outre le dynamisme de l'activité de ce secteur, surtout depuis l'adoption du code des assurances en 2002, et les opportunités liées à son développement à l'échelle africaine, l'étude de la DEPF a dressé un panorama d'ensemble au sujet de la contribution de ce secteur à la mobilisation de l'épargne institutionnelle et au financement à long terme de l'économie nationale.

1.1.4. Examen approfondi des évolutions conjoncturelles internes et externes

Les évolutions conjoncturelles d'ordre interne et externe ont fait l'objet, comme à l'accoutumée, d'un monitoring régulier par la DEPF et ce, dans le but d'en cerner les incidences directes et indirectes sur le plan global et sectoriel.

Suivi régulier de l'environnement international du Maroc

Les travaux réalisés, dans ce cadre, par la DEPF ont porté sur le suivi et l'analyse de la situation économique prévalant au sein des pôles directeurs de l'économie mondiale. Ce suivi a porté également sur les tendances clés des marchés financiers internationaux et ceux des produits de base (pétrole, phosphate et dérivés, blé, sucre, ...) pour en apprécier les incidences sur le Maroc.

Dans le cadre de l'examen des tendances clés du contexte géoéconomique mondial et des rivalités de puissance qui caractérisent le monde post-crise mondiale, la DEPF a mené une étude sur le risque de déclenchement d'une « guerre commerciale » entre acteurs majeurs du système mondialisé. Les résultats de cette étude ont permis de cerner les incidences potentielles qui en découleraient pour l'économie marocaine, à travers une baisse marquée de la demande étrangère adressée au Maroc, notamment en provenance des principaux partenaires européens. Celle-ci se replierait de 4,5% en 2019 au lieu d'une hausse de 3,8% prévue dans le cadre de la Loi de Finances 2019. L'atonie des exportations se répercuterait, en effet, négativement sur la croissance du PIB qui devrait se situer à 2,5% contre 3,2% retenu dans le scénario de référence, soit un écart de 0,7 point.

Parallèlement à l'examen des tendances conjoncturelles internationales, la DEPF accorde une attention particulière à la dynamique des relations de coopération avec les principaux partenaires du Maroc, relevant de pays développés et ceux émergents et en développement.

Dans ce cadre, plusieurs travaux ont été effectués, ayant trait notamment aux retombées des accords de libre-échange et des partenariats stratégiques conclus par le Maroc en termes d'élargissement des débouchés extérieurs et d'attractivité à l'investissement international au même titre que la mise en valeur du positionnement du pays en tant que hub régional au carrefour des marchés africains et euro-méditerranéens.

Suivi et analyse de la conjoncture nationale

L'examen de la conjoncture économique et financière nationale s'inscrit en ligne avec la mission de veille économique de la DEPF. Les travaux réalisés en la matière portent sur le repérage des facteurs à fortes incidences sur le cycle conjoncturel de l'économie marocaine. Donnant lieu à la publication d'une note mensuelle de conjoncture, les analyses de la DEPF sont basées sur des prévisions infra annuelles des valeurs ajoutées des différentes branches d'activité, mais aussi sur les éléments de la demande intérieure et extérieure. Un examen minutieux de la situation des finances publiques est assuré pour cerner l'évolution des ressources et charges du trésor et déduire les incidences qui en découlent sur la situation budgétaire globale et sur le mode de financement de l'action publique.



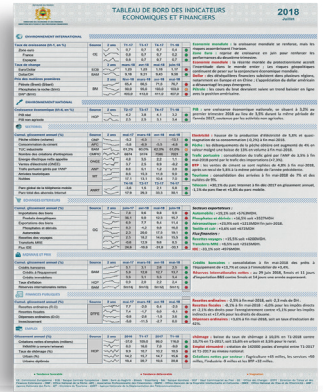
Les améliorations de fond et de forme apportées à la note de conjoncture nationale de la DEPF ont permis de rehausser la qualité de ce produit phare de la Direction et de l'ériger en référentiel utile pour les décideurs publics et privés nationaux, voir même pour les organisations internationales qui s'intéressent de près à l'évolution de la situation économique de notre pays.

A titre de rappel, la note de conjoncture de la DEPF est, désormais, dotée :

- D'une page de couverture dynamique qui change d'un numéro à l'autre, en fonction du thème central de la conjoncture économique nationale.
- D'un « Edito », retraçant l'appréciation des évolutions conjoncturelles durant la période sous-revue et les perspectives qui y sont associées.
- D'une synthèse avec des icônes infographiques, présentant les chiffres clés de la conjoncture économique.
- D'icônes infographiques mettant en exergue les chiffres clés de la conjoncture économique au niveau de tous les chapitres de la note.

✱ Tendances sectorielles

Pour assurer une qualité scientifique irréprochable de ses travaux dédiés au suivi conjoncturel, la DEPF veille constamment à l'affinement de ses instruments d'analyse et prévisions. Il s'agit, en particulier, de l'élaboration de prévisions trimestrielles pour actualiser le cadre macroéconomique à court terme (situation prévisionnelle de clôture de l'année 2017 en termes de valeurs ajoutées sectorielles sur une échelle trimestrielle et l'estimation des valeurs ajoutées sectorielles du premier semestre 2018).



1.1.5. Développement continu des outils de prévision et de simulation des politiques publiques

La DEPF a accordé, durant l'année 2018, une attention particulière à la sophistication de ses instruments d'analyse et leur adaptation permanente à ses besoins en termes d'études et de suivi conjoncturel ainsi qu'en termes de cadrage macroéconomique et de simulation d'impacts des réformes et des politiques publiques. A ce titre, plusieurs instruments ont été mis à contribution dont notamment :

✱ Intégration de nouveaux modules au niveau du Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC)

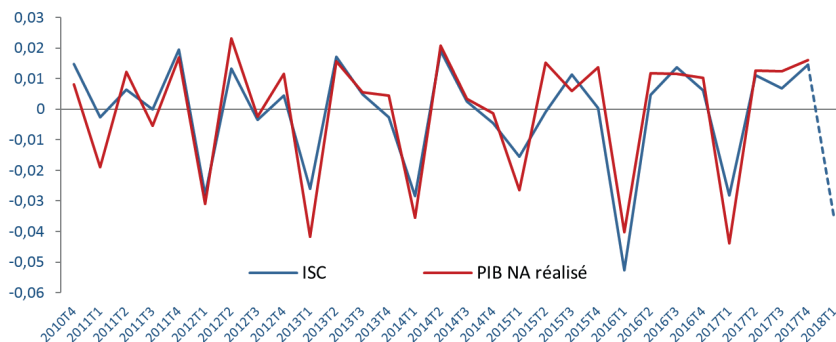
Cette extension du MEGC permet à la DEPF d'étendre ses analyses pour couvrir les problématiques liées à l'énergie au même titre que l'évaluation d'impacts d'une taxe verte au Maroc pour atténuer le recours aux énergies fossiles, principales sources d'émission des gaz à effet de serre.

Par le biais de cet instrument, la DEPF est désormais en mesure de cerner l'impact global de certaines options de fiscalité verte et d'examiner les schémas de recyclage des recettes que celles-ci induisent que ce soit en termes d'impulsion budgétaire ou en termes de transferts monétaires directs ou bien selon des schémas combinant les deux à la fois.

✱ Elaboration d'un indicateur synthétique de conjoncture pour le Maroc

Cet indicateur permet de mieux capter l'évolution de l'activité économique non agricole à court terme, à travers le recoupement de l'ensemble des données conjoncturelles disponibles. Inspiré des travaux existants en matière d'indicateurs avancés au niveau international, l'élaboration de cet indicateur s'est basée sur une approche méthodologique rigoureuse. Elle repose sur la sélection d'un grand nombre de variables conjoncturelles disponibles, leur traitement, l'application d'une analyse en composantes principales (ACP) sur l'ensemble des variables traitées et la construction d'une équation économétrique qui explique l'évolution de l'activité économique par les facteurs issus de l'ACP.

Comparaison entre l'indicateur synthétique de conjoncture (ISC) et l'évolution du PIB non agricole réalisé (en glissement trimestriel)



Source : HCP et calculs DEPF

✱ Construction d'un Indice de Climat des Affaires pour le secteur manufacturier au Maroc

Cet indice permet d'assurer un suivi pertinent du climat conjoncturel du secteur manufacturier au Maroc, secteur clé de l'activité économique nationale. Il prend appui particulièrement sur les résultats des enquêtes mensuelles de conjoncture de Bank Al-Maghrib auprès du secteur manufacturier.

✱ Actualisation et enrichissement de la maquette du logement social

Cette maquette a été mise à contribution pour évaluer les impacts économiques du Programme des Logements Sociaux à 250.000 dirhams. Pour ce faire, plusieurs actualisations ont été introduites, notamment pour ce qui est de la répartition annuelle de la production de logements sociaux sur la période 2010-2017 et des traitements de la consommation intermédiaire par produits de la sous branche « logement » sur la base des données détaillées (100 produits) des tableaux ressources emplois par produit de l'année 2007.

1.1.6. Des tableaux de bord retraçant les évolutions conjoncturelles et structurelles de l'économie nationale

La DEPF a élaboré en 2018 une série de tableaux de bord traitant des dimensions clés de l'économie marocaine sur le plan macroéconomique et sectoriel. Véritables outils de suivi des performances du Maroc dans les domaines économique, financier et social, ces tableaux de bord sont publiés sur une fréquence régulière et mis en ligne sur le Site-Web de la Direction pour faire bénéficier autant les décideurs publics et privés que les chercheurs et les universitaires des gisements d'informations dont regorge ces tableaux de bord et des analyses pertinentes y afférentes.

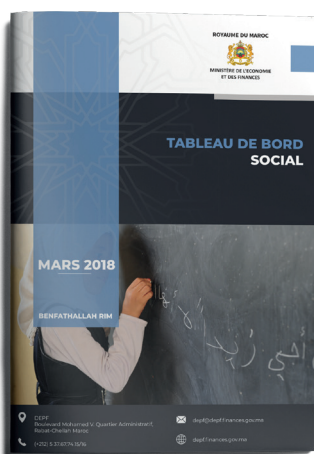
Les publications phares, qui font partie de cette rubrique, englobent notamment :

Le Tableau de bord Macro-économique retrace l'évolution des agrégats de l'offre et de la demande ainsi que celle des indicateurs relatifs aux échanges extérieurs et à la sphère monétaire et financière. Les indicateurs fournis dans le cadre de ce tableau de bord permettent d'apprécier les efforts consentis par le Maroc en vue d'accélérer le rythme de croissance de son économie, de renforcer sa résilience et d'impulser sa compétitivité.



Le Tableau de bord des finances publiques fournit un aperçu sur l'évolution des différents indicateurs des finances publiques de l'Etat et des collectivités territoriales. Il retrace les tendances conjoncturelles et structurelles qui ont marqué les finances publiques au cours des dernières décennies, en ligne avec les réformes d'envergure menées par les pouvoirs publics, dans la perspective de renforcer la soutenabilité des choix budgétaires et d'assurer les meilleures conditions de leur financement.

Le Tableau de bord sectoriel de l'économie marocaine permet de cerner les progrès accomplis par le Maroc en matière de mise en œuvre des différentes stratégies sectorielles et de capter les résultats qui en découlent en termes d'accélération du processus de transformation structurelle du système productif national.



Le Tableau de bord social dresse un état des lieux du niveau de développement humain au Maroc, à travers l'analyse approfondie de certains indicateurs clés relatifs à la démographie, à l'éducation, à la formation, à l'emploi, à la santé, au niveau de vie et aux infrastructures socioéconomiques de base. Cette analyse est enrichie par un exercice de comparaison internationale en vue de dégager des enseignements utiles pour le Maroc.



1.2. APPROFONDISSEMENT DES ANALYSES PORTANT SUR LA COMPÉTITIVITÉ GLOBALE ET SECTORIELLE DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE :

Les questions se rapportant à la compétitivité de l'économie nationale ont bénéficié d'un intérêt particulier de la part de la DEPF. Les travaux réalisés dans ce cadre visent à cerner les opportunités et les défis occasionnés par la politique d'ouverture croissante du Maroc sur l'extérieur et à explorer les leviers à même de permettre au pays de tirer meilleur profit de cette politique irréversible. Ces travaux englobent aussi la question centrale de l'attractivité de l'économie nationale eu égard aux investissements internationaux, de par l'importance de ceux-ci en matière de transferts technologiques et d'apports en ressources financières.

1.2.1. Analyse approfondie de la compétitivité des exportations marocaines

Les réflexions menées dans ce cadre portent sur l'analyse du potentiel des exportations marocaines, des facteurs structurels et cycliques à l'origine de l'évolution du solde des échanges extérieurs, ainsi que sur l'estimation de la demande étrangère adressée au Maroc.



Estimation du potentiel des exportations marocaines

Ce thème a fait l'objet d'une étude visant à estimer le potentiel de l'offre exportable marocaine, en se basant sur un modèle de gravité en économétrie de panel, appliqué à des données de 181 pays sur la période 1990-2016. Les résultats issus de ce modèle ont permis de relever que les exportations effectives du Maroc dépassent le potentiel théorique estimé avec ses principaux partenaires, à savoir la France, l'Espagne, le Brésil, l'Inde, la Turquie et l'Italie. En revanche, les exportations marocaines à destination de certains pays comme les États-Unis, la Chine, l'Allemagne et le Canada se situent en deçà de leur niveau théorique, ce qui laisse présager l'existence d'un potentiel de progression significative des exportations marocaines vers ces pays. A titre d'illustration, les exportations observées du Maroc ne représentent que près de 20% des exportations potentielles vers les États-Unis et la Chine.



Estimation de la demande étrangère adressée au Maroc

La demande étrangère adressée au Maroc en volume est calculée régulièrement par la DEPF, à des fins d'actualisation du cadre macroéconomique, d'affinement des hypothèses du PLF et d'examen d'impacts de l'environnement international sur la dynamique de croissance de l'économie marocaine.

1.2.2. Examen de l'attractivité de l'économie marocaine eu égard aux investissements étrangers

L'attractivité de l'économie marocaine eu égard aux Investissements Directs Etrangers (IDE) a été examinée sous l'angle des performances comparées du Maroc avec un échantillon de pays sur la période 2000-2017 et à l'aune des classements publiés par un certain nombre d'organismes économiques et financiers internationaux de référence.

Analyse des déterminants de l'attractivité du Maroc

Cette analyse, couvrant la période 2000-2017, est basée sur une comparaison des performances du Maroc avec un échantillon de pays émergents (Egypte, Tunisie, Turquie, Chili, Afrique du Sud, Malaisie et Pologne). Plusieurs déterminants clés en matière d'attrait des capitaux étrangers ont été mis en exergue dont notamment la solidité des fondamentaux macroéconomiques, la souplesse de l'environnement des affaires, la qualité de la main-d'œuvre, le degré d'intégration à l'économie mondiale, l'efficacité du système financier, le niveau de développement des infrastructures et des télécommunications, la qualité de la gouvernance ainsi que la stabilité sociale et politique.

A l'issue de cet exercice de benchmarking, quelques enseignements utiles ont été déduits pour impulser davantage les capacités attractives du Maroc particulièrement au niveau des secteurs forgeant l'ossature des métiers mondiaux de notre pays.

Classement international du Maroc au titre des rapports internationaux

L'analyse des performances du Maroc en matière d'attractivité selon les rapports internationaux de référence permet de relever :

- Un positionnement globalement favorable dans le classement 2018 de Doing Business (69ème position sur 190 pays), avec un score lui permettant de se placer au 3ème rang des 20 pays de la région MENA. Le Maroc s'approche des meilleures performances dans les indicateurs à caractère procédural, grâce aux scores obtenus en matière de création d'entreprises (17ème), de paiement des taxes et impôts (25ème) et d'octroi de permis de construire (17ème).
- Un classement en amélioration au niveau du rapport 2018 du Forum Économique Mondial sur la compétitivité mondiale. Le Maroc se positionne au 75ème rang parmi 140 pays, gagnant ainsi deux places par rapport à l'édition 2017, en raison des améliorations réalisées au niveau des infrastructures, du marché financier et des institutions.
- Des performances encourageantes en matière de liberté économique, puisque le score du Maroc a connu une amélioration de 0,4 point par rapport à l'édition 2017 et de 3,6 points depuis 2014. Il a occupé le 86ème rang au niveau mondial et la 7ème place parmi les pays de la région MENA.

1.2.3. Evaluation des impacts des politiques sectorielles

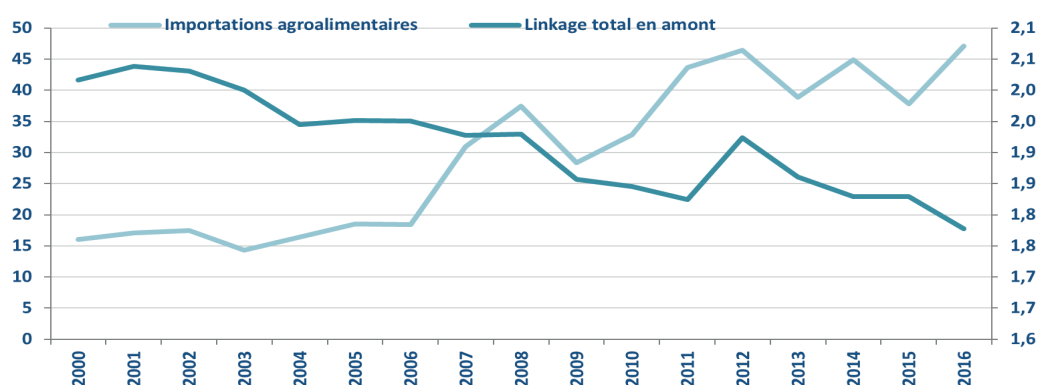
Figurant au rang des missions phares de la DEPF, l'évaluation des politiques sectorielles a été consacrée par la conduite de plusieurs travaux d'étude et d'analyse ayant trait à l'appréciation des progrès accomplis en matière de modernisation et de mise à niveau de certains secteurs clés de l'économie nationale au même titre que l'évaluation de certaines politiques sectorielles à fort impact socioéconomique. A titre de récapitulatif, les travaux réalisés, à cet effet, sont énumérés ci-après :

✱ L'intégration de l'agriculture dans l'économie nationale et régionale

Les analyses effectuées, dans le cadre de cette étude, renseignent sur une consolidation de la croissance et de la contribution du secteur agricole à la croissance économique nationale sur la période 2008-2017, avec une progression de la VAA à un taux moyen de l'ordre de 7,3% contre une croissance de 3,9% pour l'ensemble de l'économie.

Outre le renforcement de sa résilience aux aléas climatiques, ce secteur a vu son linkage au reste de l'économie se renforcer graduellement, comme en témoigne la baisse tendancielle des importations d'intrants agricoles de la branche « industries agroalimentaires ».

Evolution des importations agroalimentaires (milliards de dirhams, axe de gauche) et du linkage total en amont de la branche IAA



Pour ce qui est de la contribution du secteur agricole à la dynamique économique régionale, les analyses effectuées ont permis de relever que ce secteur se caractérise par d'importants échanges interrégionaux, notamment pour l'approvisionnement des unités agroindustrielles. Pour preuve, toutes les autres régions, à l'exception de la région de Casablanca-Settat, affichent des taux de valorisation en interne de leurs produits agricoles inférieurs à 45%. A titre d'illustration, les deux plus grandes régions agricoles du Maroc, à savoir Fès-Meknès et Marrakech-Safi affichent des capacités de valorisation de leurs productions agricoles respectivement de 16% et de 11% seulement.

✱ Aquaculture marine marocaine : potentiel et leviers de développement

Cette étude a examiné en profondeur les atouts à capitaliser et les insuffisances à résorber pour favoriser un développement harmonieux et durable du secteur aquacole national et renforcer, ainsi, son positionnement sur le marché mondial des produits aquacoles. Pour ce faire, plusieurs leviers d'action ont été mis en relief au niveau de l'étude. Ces leviers englobent des aspects structurants liés, entre autres, à l'alignement sur les normes sanitaires et de certification reconnues à l'échelle internationales et à la promotion de la recherche/développement et de l'innovation au niveau de ce secteur.

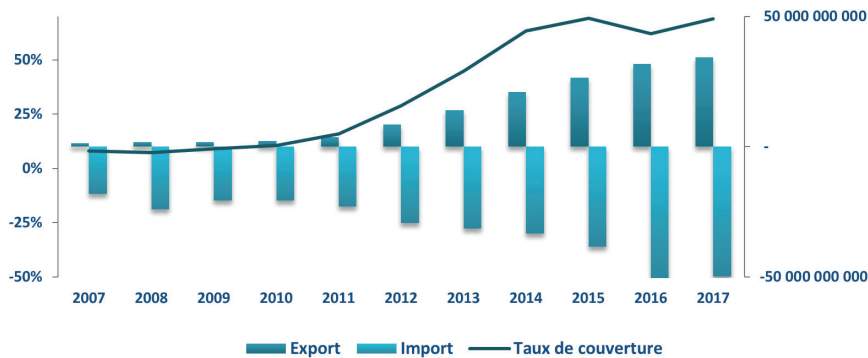


D'autres aspects importants ont été proposés au rang desquels figurent la sécurité juridique des plans d'aménagement aquacoles et le renforcement des moyens de financement, en particulier, lors de la phase de démarrage des projets d'aquaculture.

✱ L'industrie automobile au Maroc : Vers de nouveaux gisements de croissance

L'étude sur ce thème s'est attelée à mettre en exergue les progrès accomplis en matière de développement de la branche automobile au Maroc et les perspectives qui se profilent en termes de consolidation de l'insertion de cette branche dans les chaînes de valeur mondiales. Sur la base d'un diagnostic approfondi de l'environnement concurrentiel afférant à l'industrie automobile, l'étude de la DEPF a identifié plusieurs recommandations visant à renforcer les avantages compétitifs de la branche industrielle automobile et à améliorer son positionnement international. Celles-ci portent, entre autres, sur la nécessaire adaptation à la nouvelle structure de la demande du marché européen, le ciblage de nouveaux équipementiers automobiles à fort potentiel technologique, sans oublier la diversification des marchés.

Evolution des échanges extérieurs de l'industrie automobile au Maroc 2007-2017 (en millions de dirhams)



Source : Données de l'Office des changes retraitées et mises en correspondance avec la nomenclature ISIC Rév 3 Code 34 : industrie des véhicules à moteur, des remorques et des semi-remorques.

1.2.4. Mise en exergue des problématiques liées au développement territorial

Dans le cadre de l'approfondissement de la réflexion et de l'enrichissement du débat sur les perspectives de la régionalisation avancée, la DEPF a mené plusieurs travaux traitant respectivement des questions liées à la dynamique de convergence des régions marocaines par rapport aux ODD et à la complexité économique de ces régions. Ces travaux englobent aussi une cartographie permettant de dresser le profil socio-économique de chaque région.

Inégalités régionales sous le prisme des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030

Cette étude a examiné en profondeur les performances comparées des 12 régions du Royaume, sous le prisme des objectifs de développement durable de l'agenda 2030. Elle se veut une contribution additionnelle de la DEPF au débat à l'œuvre sur le modèle de développement national, particulièrement dans sa dimension territoriale. L'approche analytique retenue se base sur l'élaboration d'un indice synthétique des objectifs de développement durable (ISODD), intégrant 56 indicateurs relevant de 11 ODD. Axé sur la méthode de scoring, le positionnement au titre de l'ISODD a permis de capter la dynamique de convergence des régions marocaines par rapport aux ODD.



Cette analyse a été complétée et enrichie par un examen exhaustif des progrès accomplis par chacune des régions et du chemin qui reste à parcourir pour atteindre les cibles fixées à l'horizon 2030.

Complexité économique régionale du Maroc

Ce concept novateur a été utilisé pour appréhender certaines questions importantes en rapport avec le développement régional, à savoir la complexité économique des régions. Sur la base de l'évolution des exportations des entreprises industrielles sur la période 1990-2013, l'étude s'est attelée à examiner le lien entre le degré de complexité économique des régions et leur développement ainsi que l'incidence qui en découlent sur les inégalités. Les résultats de ce diagnostic ont permis de conclure que les régions du Maroc présentent des réseaux espace-produit affichant des maturités différenciées des systèmes productifs. En outre, une diffusion progressive et graduelle de la complexité a été observée. Celle-ci s'opère du centre économique que représente la région Casablanca-Settat vers les régions à complexité intermédiaire avant de s'étendre vers celles à complexité faible.

Si ces conclusions sont en ligne avec les dynamiques observées à l'échelle internationale, il n'en est pas le cas pour le lien entre le degré de complexité économique régionale, d'une part, et l'évolution du PIB par habitant et du niveau des inégalités, d'autre part. Ce lien n'a été vérifié que pour un nombre limité de régions. L'étude a identifié plusieurs pistes susceptibles d'impulser la complexité économique des régions marocaines parmi lesquelles figurent le renforcement de l'infrastructure de base pour la massification des investissements, la mise en place d'agglomérations au cœur des schémas d'aménagement des territoires et la conception des filets sociaux à caractère solidaire à l'échelle régionale.

✱ Profils régionaux assortis d'un atlas sectoriel régional

Ce travail analytique a permis de dresser des portraits socio-économiques distincts pour chacune des 12 régions offrant une lecture fine de leur potentiel économique, leurs spécificités sectorielles et leur niveau de développement humain. Un atlas sectoriel a été élaboré pour visualiser, de manière synthétique, l'évolution comparée des performances des régions au titre de certains indicateurs socioéconomiques clés.



1.3. UNE PLACE CENTRALE ACCORDÉE AUX QUESTIONS LIÉES À L'APPROFONDISSEMENT DE L'INTÉGRATION DU MAROC EN AFRIQUE

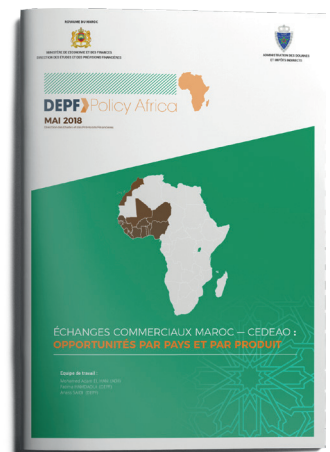
De par la place de l'Afrique dans les priorités stratégiques du Maroc, la DEPF a poursuivi l'approfondissement de ses travaux d'analyse dédiés au suivi de la situation économique et financière en Afrique subsaharienne et à l'examen des diverses opportunités de coopération entre le Maroc et les pays de son continent.

Consacrant l'importance des questions africaines, la DEPF a inauguré une nouvelle série de publication, baptisée « Policy-Africa ». Cette publication vise à apporter quelques éclairages sur les dimensions clés de la politique africaine globale du Maroc et se veut, en particulier, une contribution au débat actuel sur les perspectives d'adhésion du Maroc à la CEDEAO.

Les travaux jusque-là élaborés par la DEPF se caractérisent par leur profondeur et leur diversité comme en témoignent les secteurs et les espaces de coopération examinés :

✱ Echanges commerciaux Maroc-CEDEAO : opportunités par pays et par produit

Ce travail, fruit d'une collaboration étroite entre la DEPF et l'Administration des Douanes et Impôts Indirects, s'est appuyé sur une grille d'analyse axée sur des indicateurs clés du commerce extérieur. Il a permis de cerner la réalité et les perspectives des relations commerciales entre le Maroc et la CEDEAO, en mettant en correspondance les secteurs porteurs et les partenaires prioritaires que le Maroc gagnerait à cibler pour élargir le spectre des intérêts communs avec cette communauté économique régionale. L'étude a permis, également, d'identifier quelques leviers d'action, jugés nécessaires pour insuffler un nouvel élan aux relations de partenariat entre le Maroc et la CEDEAO en perspective de la création d'une zone de libre-échange entre les deux parties.



✱ Développement des entreprises marocaines en Afrique : Réalité et perspectives

Cette étude vise à mettre en exergue les stratégies déployées par les entreprises marocaines opérant en Afrique, à identifier leurs motivations et à cerner leurs modes d'implantation. Menée en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), l'étude s'est attelée à appréhender la dynamique de convergence accélérée que connaît l'Afrique depuis le début des années 2000, en vue de mettre en relief les multiples opportunités dont regorge ce Continent d'avenir.



Un panorama d'ensemble sur la présence des entreprises internationales en Afrique a été établi, en mettant particulièrement l'accent sur les multinationales françaises, américaines, chinoises et sud-africaines et ce, dans le but de mieux comprendre les modes d'insertion privilégiés au sein de l'économie africaine et en déduire quelques enseignements utiles pour le Maroc.

L'étude a été enrichie par une enquête de terrain menée auprès d'un échantillon de vingt entreprises marocaines (seize basées au Maroc et quatre au Sénégal) pour déceler les fondements de leurs stratégies de croissance en Afrique, cerner les contraintes auxquelles elles se trouvent confrontées et mettre en perspectives leurs ambitions et projets futurs en Afrique.

✱ Secteur bancaire marocain : quelles opportunités de croissance en Afrique ?

Cette étude a examiné en profondeur la présence dynamique des banques marocaine en Afrique et leur contribution sans cesse croissante au développement des pays de notre Continent, comme en témoigne la percée de trois groupes bancaires marocains (AWB, BMCE-BOA et BCP) qui se sont montrés très actifs en matière d'élargissement et de diversification de leurs activités en Afrique (25 pays couverts par 1482 agences). L'étude a permis, également, de faire ressortir les spécificités de la présence bancaire marocaine en Afrique subsaharienne, avec une forte concentration sur les pays francophones et une préférence pour les pays présentant de bons indicateurs d'accessibilité et de risque même s'ils affichent une rentabilité modérée.

L'étude a permis de déduire que la crédibilité dont jouissent les banques marocaines en Afrique et les perspectives positives qui se profilent au niveau de plusieurs pays du Continent devraient contribuer à renforcer leur présence qui ne comptent en 2017 que pour 2,3% du total des dépôts réalisés en Afrique et 2,8% du total des crédits octroyés.

Pour ce faire, les banques marocaines gagneraient à disposer davantage d'un réseau de filiales africaines performantes et financièrement rentables et d'adapter constamment leur stratégie de croissance externe en Afrique pour relever les défis de la concurrence, notamment, sur les marchés anglophones et lusophones.

✱ Potentialités de l'investissement minier en Afrique

Ce travail présente une synthèse de la quatrième et de la cinquième édition du guide de l'investissement minier en Afrique, relatives aux années 2017 et 2018 et propose une analyse profonde des spécificités du secteur minier africain dans plusieurs pays en termes de niveau de production actuel et de potentialités minières. Cette étude couvre un total de quinze pays, répartis sur trois régions africaines à savoir : l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana, Mali, Guinée et Sénégal), l'Afrique centrale et de l'Est (Kenya, République démocratique du Congo, Tanzanie et Ethiopie) et l'Afrique australe (Botswana, Mozambique, Afrique du Sud, Zimbabwe et Zambie).



1.4. TRAITEMENT APPROFONDI DES QUESTIONS SOCIALES

La dimension sociale a vu son poids se renforcer dans les travaux de la DEPF au cours de l'année 2018, notamment, pour ce qui est de l'examen des inégalités sociales et de la mise en exergue des efforts déployés par le Maroc en matière de concrétisation des ODD. Outre les travaux conceptuels traitant, entre autres, de la croissance inclusive (dimensions et instruments de mesure), d'autres problématiques connexes ont été abordées comme celles liées à la performance du système éducatif et à l'emploi des jeunes.

✱ La question des inégalités sociales : Clés de compréhension, enjeux et réponses des politiques publiques

Cette étude vise à cerner la réalité des inégalités sociales dans le contexte marocain et leur évolution dans le temps, tout en interrogeant l'efficacité des programmes et des politiques publiques déployés au Maroc pour renforcer l'inclusivité du modèle de développement national. L'examen approfondi des efforts consentis à cet effet s'est traduit par une forte atténuation de la pauvreté multidimensionnelle, mais n'a pas pour autant permis de contenir le creusement des inégalités sociales et spatiales.

Les résultats du diagnostic mené ont mis clairement en relief l'existence de trois sources principales qui alimentent le creusement des inégalités sociales et qui affectent la capacité des individus à réussir leur mobilité sociale. Il s'agit de l'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi. Dans le but d'apporter des réponses de fond à la problématique de la persistance des inégalités sociales au Maroc, quelques réponses de politiques publiques ont été identifiées. Celles-ci sont structurées autour de trois axes :



- Le recours à des leviers structurels pour agir en amont sur les inégalités sociales, en mettant l'accent autant sur l'élargissement des bases de création de la richesse nationale que sur la lutte vigoureuse contre les inégalités de chances et de capacités.
- Le renforcement de la cohérence des dispositifs dédiés à la lutte contre les inégalités et leur indexation sur des critères de ciblage pour maximiser les retombées de l'action sociale de l'Etat.
- La consolidation du système national d'information en vue de favoriser, de manière permanente, la collecte et le traitement des données sur les inégalités et la mise sur pied d'un système d'évaluation performant pour mesurer l'efficacité des actions déployées en matière de lutte contre les inégalités dans toutes leurs dimensions.



Objectifs de Développement Durable : Quelles avancées pour le Maroc ?

Ce thème a fait l'objet d'une analyse détaillée pour apprécier les progrès accomplis par le Maroc en matière de concrétisation des ODD à l'horizon 2030. Cette analyse s'est appuyée sur un indice synthétique élaboré par un groupe d'experts indépendants du Secrétariat du Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN) et de la Fondation Bertelsmann sur la base d'un ensemble d'indicateurs pour chacun des 17 ODD.

L'étude a relevé que sur la base de cet indice qui couvre 157 pays, le Maroc se positionne à la 73ème position au niveau mondial en 2017, avec une valeur de l'indice de 66,7. Ceci indique que, globalement, le Maroc est à 33,3% du meilleur score possible et dénote aussi d'une assez bonne performance, comparativement à des pays à niveau de développement comparable. Les performances du Maroc sont visibles particulièrement au niveau de l'ODD1 (lutte contre la pauvreté), l'ODD11 (villes et communautés durables) et l'ODD13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) avec des scores respectifs de 99,6 ; 85,2 et 84,1. Son classement est pénalisé, par contre, par les résultats atteints au niveau de l'ODD2 (zéro faim), l'ODD5, l'ODD8 (travail décent et croissance économique), l'ODD9 (industrie innovante et infrastructure), (égalité entre les sexes), l'ODD10 (inégalités réduites) et l'ODD14 (vie aquatique) avec des scores respectifs de 52,5 ; 39,6 ; 59,3 ; 30,7 ; 56,6 et 51,8.



La croissance inclusive : concepts, dimensions et outils de mesures

Ce travail de synthèse part du constat selon lequel l'intérêt pour les questions de croissance inclusive a pris de l'ampleur surtout au lendemain de la crise systémique de 2008-2009, qui a occasionné une destruction massive des richesses et a alimenté le creusement des inégalités dans leurs multiples dimensions. Ces questions figurent désormais au centre, des plans d'actions de la majorité des institutions internationales (Banque Mondiale, Fond Monétaire International, Programme des Nations Unies pour le Développement, Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques, Banque Africaine pour le Développement...).

Parallèlement au passage en revue des nouvelles approches méthodologiques pour mesurer la croissance inclusive, ce travail s'est intéressé également aux réponses innovantes de politiques publiques destinées à réduire durablement la pauvreté et les inégalités sociales, spatiales et de genre.

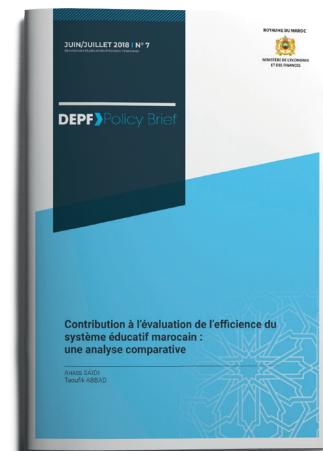
✱ Mesures d'inclusion en faveur des NEETs

Pour contribuer au débat national sur la question centrale de l'emploi, la DEPF a mené une réflexion préliminaire sur la problématique d'inclusion des jeunes sans emploi et hors du système éducatif ou de formation professionnelle (NEET). Cette réflexion s'est appuyée sur une analyse fine de la littérature existante sur les NEET et sur des comparaisons internationales pour mieux appréhender le positionnement du Maroc et déduire quelques enseignements utiles à partir des expériences internationales réussies en la matière.

Au vu de leur poids important (29% de jeunes marocain âgés de 15-24 ans), les NEETs soulèvent de grands défis pour le Maroc. Dès lors, des mesures structurelles seraient nécessaires pour libérer cette catégorie des jeunes de l'emprise du désœuvrement et favoriser, in fine, leur inclusion économique et sociale. Parmi les réponses, la DEPF a mis l'accent sur l'importance d'une action cohérente et intégrée, favorisant l'articulation judicieuse des politiques dédiées aux jeunes, la conception des systèmes de conseil et d'orientation complets et de qualité qui aident les jeunes à entrer dans la vie active et la promotion des initiatives locales visant à stimuler l'emploi et à s'attaquer au décrochage scolaire.

✱ Contribution à l'évaluation de l'efficience du système éducatif marocain : une analyse comparative

Partant du rôle de l'école en tant que pilier central de l'édification du capital humain, le Policy Brief de la DEPF dédié à ce thème vise à apprécier les efforts consentis par le Maroc en matière de développement de son système éducatif, en mettant particulièrement l'accent sur la question de l'efficience des dépenses publiques allouées à ce système. Sur la base d'outils d'analyse économétrique et de comparaison avec un échantillon représentatif de pays, les résultats du diagnostic mené par la DEPF laissent entendre que les insuffisances en termes de qualité du système éducatif national ne sont pas dues à un problème de ressources budgétaires, mais sont plutôt la résultante d'autres facteurs liés notamment à l'environnement socioéconomique.



Plusieurs recommandations ont été proposées pour venir à bout des insuffisances de l'école marocaine et leur apporter des réponses de fond qui s'inscrivent dans la durée. Il s'agit, essentiellement, de la promotion de la culture de la performance au sein des établissements d'enseignement public, l'impulsion des cursus pour inculquer l'esprit critique au lieu de l'apprentissage par cœur et la réhabilitation de la mission sociétale de l'école pour lui permettre d'agir en tant que courroie de transmission des valeurs de l'éthique et de la citoyenneté responsable.



1.5. APPORT DE LA DEPF AUX TRAVAUX TRANSVERSES DU MEF EN MARGE DE LA PRÉPARATION DE LA LOI DES FINANCES 2019

Entrant dans le cadre des actions récurrentes, la DEPF a contribué activement aux travaux entrant dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Loi de Finances 2019. Outre l'élaboration des prévisions macroéconomiques sous-jacentes à ce projet, l'apport de la DEPF a porté sur la réalisation Rapport Economique et Financier et le pilotage du Rapport sur le Budget axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre.

1.5.1. Affinement des prévisions macroéconomiques sous-jacentes au PLF 2019

Au cours de l'année 2018, la DEPF a procédé, comme à l'accoutumée, à l'actualisation des prévisions de la Loi de Finances 2018 et à l'établissement des projections macroéconomiques afférant au Projet de Loi de Finances 2019.

A cet effet, des scénarii ont été élaborés, en tenant compte des tendances récentes de la conjoncture économique mondiale et de ses perspectives (prix des matières premières, taux de change, ...) et en prenant appui sur les indicateurs infra-annuels relatifs à l'économie nationale. En marge de ce processus, il a été procédé, également, à l'actualisation du cadre macro-économique à court et à moyen termes à l'occasion de la publication des résultats des comptes nationaux.

Pour favoriser une appropriation collective des prévisions économiques et financières qu'elle établit, la DEPF recourt à une approche participative matérialisée par des discussions et des échanges approfondis avec l'ensemble des Directions du Ministère de l'Economie et des Finances.

1.5.2. Elaboration du Rapport Economique et Financier 2019

L'édition 2019 du Rapport Economique et Financier (REF) s'est inscrite dans un contexte particulier, marqué par l'amorce d'une réflexion profonde sur le modèle de développement national, Conformément aux Hautes Orientations Royales contenues dans les Discours et les Messages adressés par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI au cours de l'année 2018.

Souhaitant mettre à contribution son expertise en matière d'analyse des questions de développement économique et social, la DEPF a jugé opportun de faire de la question du modèle de développement la trame de fond qui structure le REF accompagnant la Loi des Finances 2019.

La première partie de ce rapport a examiné les développements récents du contexte international et régional et des perspectives qui se profilent sur le plan économique, commercial et financier. Cette partie s'est penchée aussi sur l'analyse des performances de l'économie marocaine en termes de compétitivité des exportations et d'attractivité des IDE et la mise en exergue des progrès accomplis par le Maroc au titre de son positionnement international dans certains domaines clés.

La seconde partie du rapport a été consacrée à l'analyse des enjeux et des défis multidimensionnels qui interpellent le modèle de développement national, en mettant en relief les avancées enregistrées et les insuffisances à combler en la matière. Pour chacun des défis majeurs à relever, des propositions sous forme de leviers d'actions prioritaires ont été identifiées dans la perspective de réhabiliter ce modèle et le rendre apte à mieux répondre aux exigences de la compétitivité économique et aux impératifs de l'inclusion sociale et territoriale au même titre que l'alignement sur les principes de la durabilité environnementale.

Au niveau de la troisième partie du rapport, l'accent a été mis sur les principales orientations et prévisions financières du PLF 2019, qui ont été définies dans l'ambition de concourir à l'impulsion du processus de développement d'ensemble de notre pays.

1.5.3. Elaboration du rapport sur le budget axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre

La 14^{ème} édition du Rapport sur le Budget axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre accompagnant le Projet de Loi de Finances 2019 a pour objet de mettre en relief les progrès accomplis par les départements ministériels en termes d'ancrage des principes d'égalité et d'équité genre dans leurs pratiques de programmation, tout en identifiant les efforts additionnels à déployer pour faire de l'inclusivité de genre la clé de voûte du nouveau modèle de développement national.

Cette édition du Rapport a, en effet, acté le lancement de la 3^{ème} vague de préfiguration de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG), portant ainsi le nombre total des ministères accompagnés en matière d'appropriation de la BSG à 28 départements ministériels.

Les analyses menées dans le cadre de cette édition ont permis de relever des progrès louables en termes d'alignement des départements ministériels sur les principes de la démarche de BSG. Néanmoins, des efforts additionnels mériteraient d'être consentis par certains départements, particulièrement, en matière d'élaboration des indicateurs de performance afférant à leurs programmes métiers.

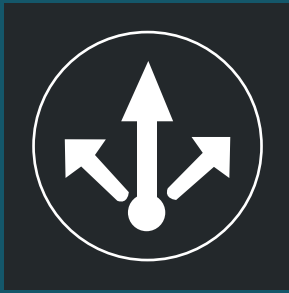
Pour capitaliser sur les acquis enregistrés et résorber les déficits encore persistants, le Rapport a formulé plusieurs recommandations dans l'objectif de cristalliser davantage l'ancrage des départements ministériels aux principes d'égalité et d'équité genre.

Lancement du projet de refonte du Rapport sur le Budget axé sur les Résultats et tenant compte de l'aspect genre

Au regard des avancées institutionnelles et opérationnelles qui ont accompagné l'application de la BSG au Maroc, marquées par l'adoption de la nouvelle LOF et particulièrement son article 39 qui incite les départements ministériels à appliquer une démarche performance sensible au genre, le Rapport sur le Budget axé sur les Résultats et tenant compte de l'aspect genre est alors amené à suivre cette cadence en apportant des analyses pertinentes en termes d'évaluation genre des politiques publiques.

Pour ce faire, la DEPF en partenariat avec le Centre d'Excellence de la BSG (CE-BSG) et ONU Femmes ont initié, à partir du mois de décembre 2018, un projet de refonte du Rapport sur le Budget axé sur les Résultats et tenant compte de l'aspect Genre. Les objectifs assignés à ce projet portent sur :

- La réalisation d'un diagnostic portant sur l'apport du Rapport à la mise en œuvre et le suivi de la BSG au Maroc avec une partie dédiée au benchmark sur les des bonnes pratiques en matière de suivi et d'évaluation de la BSG ;
- Le développement d'une vision précise et concertée du rôle et de l'impact attendu du Rapport sur le Budget axé sur les Résultats et tenant compte de l'aspect genre dans le sillage de l'adoption de la nouvelle LOF ;
- La révision de l'architecture et le contenu de ce Rapport en fonction du diagnostic de son apport et du Benchmark international des bonnes pratiques en matière d'évaluation et de reporting de la BSG et des Rapports similaires réalisés à l'échelle internationale ;
- Le développement d'une méthodologie simple et dynamique à même d'appuyer les départements Ministériels à appliquer d'une manière systématique une programmation et une budgétisation sensible au genre, tenant compte de l'état actuelle de leur système d'information.



PARTIE II

CONSOLIDATION DES LIENS DE COOPERATION AVEC DES ACTEURS DE RENOM ET DU CYCLE DE CONFERENCE DE LA DEPF

La DEPF a placé le renforcement de ses liens de coopération et de partenariat avec des acteurs nationaux et internationaux au cœur de ses priorités. Ces liens sont mus par la volonté d'échanger autour des nouveaux concepts et instruments d'analyse économique et ce, à des fins de renforcement mutuel des compétences et de l'expertise.

Les liens de partenariat établis par la DEPF, souvent formalisés à travers des protocoles de coopération, comptent à leur actif plusieurs réalisations allant du développement d'instruments d'analyse sophistiqués à l'organisation de séminaires conjoints sur une fréquence régulière et dans certains cas à la publication conjointe d'études sur des questions de politique économique et sociale.



2.1. RENFORCEMENT DE LA COLLABORATION AVEC LES ORGANISATIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES

La DEPF a œuvré activement en faveur de la consolidation de ses liens de coopération avec quelques acteurs de renom, dont notamment la Banque Mondiale, l'OCDE et l'AFD. Cette coopération a été opportune pour mutualiser l'expertise commune sur les questions d'intérêt commun.

La collaboration avec la Banque Mondiale a porté sur l'adaptation du Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) de la DEPF pour appréhender les dimensions aussi bien économiques, budgétaires que sociales de la transition énergétique au Maroc. Dans son état actuel, le modèle EGC permet de simuler une réduction de la compensation sur le gaz butane et une application hypothétique de la taxe carbone.

La coopération avec l'OCDE a été renforcée avec la conclusion de l'accord sur l'examen de la politique fiscale marocaine, qui couvre, en particulier, deux dimensions clés de la réforme fiscale, en l'occurrence l'équité et la justice fiscale ainsi que la compétitivité du dispositif fiscal en place. Cet examen sera mené par le Centre de Politique et d'Administration fiscales de l'OCDE, en étroite collaboration avec l'équipe conjointe DEPF-DGI du Ministère de l'Economie et des Finances.

En plus de la collaboration en matière de réalisation d'études thématiques, la DEPF prend part aux conférences organisées par l'OCDE. A cet effet, la Direction a contribué aux travaux de la 10ème plénière de l'initiative de l'OCDE sur les chaînes de valeurs mondiales par le biais d'une intervention mettant en relief les avancées enregistrées par le Maroc en matière de transformation structurelle de son système productif et de diversification sectorielle et géographique de son offre exportable, notamment vers l'Afrique.

Pour ce qui est de la Commission de l'Union Européenne, quelques chantiers de coopération ont été convenus dont, notamment, l'élaboration d'un système de veille macroéconomique et d'une cartographie des sources de vulnérabilités de l'économie marocaine. Ce partenariat sera enrichi prochainement d'un projet de jumelage, dans le cadre du programme Hakama II, entrant dans le cadre du renforcement des capacités techniques et institutionnelles.

Après avoir conduit conjointement une étude sur le positionnement des entreprises marocaines en Afrique, les relations de la DEPF avec l'AFD seront renforcées en perspective de la conclusion d'un Mémoire de partenariat entre les deux parties. Ce Mémoire couvrira trois axes structurants, en l'occurrence (1) l'examen des impacts du changement climatique, avec une attention particulière à la question du stress hydrique, (2) l'évaluation des effets redistributifs des politiques budgétaires et fiscales en tant que leviers de lutte contre les inégalités sociales au Maroc et (3) l'accompagnement en matière de réalisation de certaines thématiques sur l'intégration africaine du Maroc.



2.2. CONSOLIDATION DE LA COOPÉRATION AVEC LA DG-TRÉSOR FRANCE

Dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Ministère de l'Economie et des Finances marocain et France Expertise, la Direction Générale du Trésor (DG-Trésor France) et la DEPF ont instauré un dialogue stratégique régulier. Ce dialogue constitue une opportunité idoine pour partager l'expertise acquise par les deux parties et approfondir la réflexion sur des questions prioritaires d'intérêt commun. Dans ce sens, l'année 2018 a été marquée par l'organisation de deux séminaires macroéconomiques à Paris et à Rabat.



- Le séminaire de Paris a été consacré, notamment, à l'examen de la problématique de l'efficacité de la politique budgétaire et à celle de la croissance potentielle qui constitue un axe central du débat sur la soutenabilité des modèles de développement économiques.
- Le séminaire de Rabat a été dédié à la mise en perspective des tendances conjoncturelles et structurelles de l'économie mondiale et à la mise en évidence de la relation entre le profil institutionnel et le développement économique au Maroc et en France. D'autres questions ont été abordées, en l'occurrence l'analyse du potentiel de commerce extérieur dont recèle les deux pays et l'examen des fondements et des perspectives de leur politique dans le domaine du logement



2.3. RENFORCEMENT DES LIENS DE PARTENARIAT AVEC LE POLICY CENTER OF THE NEW SOUTH

Les liens de coopération entre la DEPF et le Policy Center of the New South ont été consolidés. Ces liens ont porté en 2018 sur l'organisation d'événements scientifiques, animés par des experts internationaux de renom et traitant de plusieurs questions à caractère stratégique.



Atelier-Débat : problématiques de développement et défis pour les pays à revenu intermédiaire, zoom sur le Maroc

Cet atelier a été consacré à l'éclairage sur les défis majeurs rencontrés par les pays à revenu intermédiaire, à l'instar du Maroc, et de passer en revue les différentes approches adoptées par certains pays performants à l'instar de la Corée du Sud, de la Chine, du Taiwan et du Singapour pour réussir leur émergence économique et sortir de la « Trappe » des pays à revenu intermédiaire.

✱ Séminaire : « le FMI et l'avenir de la coopération monétaire et financière internationale »

Ce séminaire s'est attelé à examiner les grands défis qui interpellent la stabilité du système monétaire et financier international et à mettre en perspective les répercussions qui en découleraient sur les pays émergents et en développement, en mettant l'accent particulièrement sur les risques liés au déclenchement d'une nouvelle crise systémique. Des questions importantes ont été soulevées, dont notamment la dynamique de réforme du FMI et le nouveau rôle des acteurs émergents dans l'édification de la nouvelle architecture monétaire financière internationale.



Parallèlement à ces deux événements, la DEPF a pris part activement aux conférences et aux dialogues stratégiques organisés par le Policy Center of the New South, par le biais de communication traitant des questions de positionnement économique régional et international du Maroc au même titre que des problématiques en rapport avec le processus de transformation structurelle de l'économie marocaine.

✱ African Economic Policy Symposium : Raising Africa's Long term wealth

La communication de la DEPF sur ce thème a porté sur le développement et la sophistication des instruments de financement des infrastructures en Afrique. Cette communication a été l'occasion, également, de mettre en relief l'expérience marocaine en matière de financement des plans sectoriels et des projets d'infrastructures, à travers le recours à des solutions innovantes, notamment, en termes de Partenariat Public-Privé (PPP).

✱ Smart development model : Quel nouvel horizon économique pour le Maroc ?

Lors de cette table ronde, l'intervention de la DEPF a été consacrée à la mise en exergue des atouts dont dispose le Maroc et des défis structurels qu'il se doit de relever pour impulser son régime de croissance économique. Plusieurs propositions de politiques publiques ont été examinées et ce, dans la perspective de libérer le potentiel de développement du Maroc et l'asseoir sur des bases solides et durables.

✱ Policy responses for an EU-MENA shared future

La contribution de la DEPF aux travaux de cette troisième édition du dialogue stratégique, initiée conjointement par le Policy Center for the New South et le think tank européen Bruegel, a porté sur le positionnement du Maroc sur les Chaines de Valeur Mondiales. La communication a dressé également une esquisse de réflexion au sujet des leviers prioritaires à déployer par le Maroc pour propulser son profil de spécialisation économique et hisser son positionnement à l'échelle régionale et internationale.

Colloque relatif à « l'ouverture, la productivité et la croissance économique au Maroc »

Cet évènement scientifique a été l'occasion pour la DEPF de partager les conclusions de certains de ses travaux se rapportant à des questions structurelles comme celles liées à la politique d'ouverture commerciale, à la compétitivité du système productif national et aux politiques d'appui public en faveur du soutien à la dynamique de croissance de l'économie marocaine.



2.4. OUVERTURE SUR LES INSTITUTIONS NATIONALES

De par la nature transverse de ses travaux, la DEPF a renforcé sa collaboration avec plusieurs structures relevant des départements ministériels et de certaines institutions nationales. Outre l'échange régulier des données et des travaux abordant les questions conjoncturelles et structurelles d'intérêt commun à caractère économique et sociale, la Direction a mis à contribution son expertise au profit de certaines institutions nationales dont notamment le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE).

Dans ce cadre, la DEPF a été auditionnée par la Commission Permanente Chargée des Affaires Economiques et des Projets Stratégiques relevant du CESE pour approfondir la réflexion sur les leviers stratégiques de nature à approfondir l'intégration sous-régionale et continentale du Maroc en Afrique et permettre à notre pays de renforcer encore davantage sa contribution à l'essor de l'Afrique selon les schémas de coopération « gagnant-gagnant » prônés par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI.



2.5. ORGANISATION DE RENCONTRES-DÉBATS AU SIÈGE DU MEF

Dans le cadre de sa politique d'ouverture et de contribution à l'enrichissement du débat économique national, la DEPF a organisé une série de rencontres-débat au siège du MEF. Animées par un panel d'experts de haut niveau, ces rencontres visent à stimuler la réflexion sur certaines questions prioritaires de politiques publiques. Les évènements organisés en 2018 sont présentés ci-après :

Séminaire : Aquaculture marine au Maroc : Potentialités, opportunités d'investissement et leviers de développement pour l'essor du secteur

organisé en partenariat avec l'Agence Nationale pour le Développement de l'Aquaculture (ANDA), ce séminaire a été consacré à la discussion des résultats de l'étude conjointe DEPF-ANDA réalisée sur ce thème. Le débat animé lors de cet évènement a permis de faire ressortir le rôle moteur du secteur de l'aquaculture en matière de développement socio-économique au niveau national et territorial. Les discussions ont porté, aussi, sur les leviers à déployer par les pouvoirs publics pour mobiliser les multiples potentialités du secteur de l'aquaculture et pour favoriser son développement harmonieux et durable.

✱ Conférence : crises, ajustements, innovations. Portrait d'une économie mondiale en bouleversement

Cette conférence a été l'occasion de discuter des grandes mutations qui ont marqué l'économie mondiale et ses perspectives à l'aune des bouleversements induits par la dernière crise systémique de 2008. L'accent a été mis, également, sur les trajectoires qui se dessinent tant pour les pays développés que ceux émergents, en marge du processus à l'œuvre de redéfinition de la hiérarchie de pouvoir économique à l'échelle mondiale.

✱ Atelier-débat : des classes moyennes émergent-elles en Afrique ?

Cet atelier, organisé en partenariat avec l'AFD, a été dédié à l'examen comparé de la dynamique d'émergence des classes moyennes dans certains pays africains (Maroc, Nigéria, Côte d'Ivoire) et dans certains pays émergents (Turquie, Brésil, Vietnam). Cet examen a permis de relever les atouts et les insuffisances afférant au modèle de développement de chacun de ces pays et de faire ressortir les clés de succès qui favorisent la mobilité sociale et contribuent à l'élargissement de la classe moyenne, considérée en tant que vecteur de la dynamique de croissance et levier de développement.





PARTIE III

UN PROCESSUS DE MODERNISATION SOUTENU POUR ACCOMPAGNER LE REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE DE LA DEPF

Dans le but d'accompagner la montée en charge de ses travaux d'études et d'analyse et leur diversification graduelle, la DEPF a œuvré activement en faveur du renforcement des compétences de ses ressources humaines et de la consolidation de son système d'information. Outre le recours à une programmation stratégique de ses activités, la Direction a donné une forte impulsion à sa politique de communication pour la mettre davantage en phase avec les exigences de l'ère digitale.

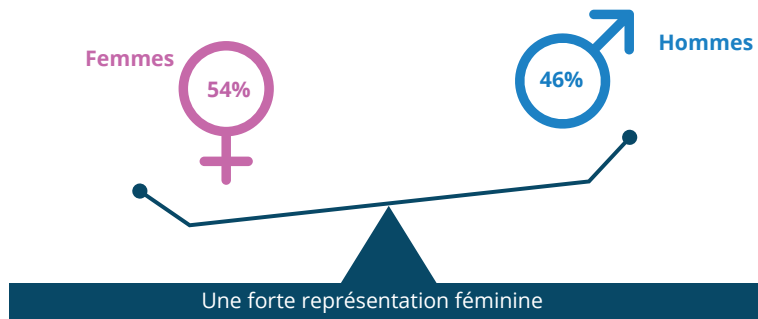


3.1. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA DIRECTION

La DEPF place la valorisation de son capital humain au centre de ses priorités, comme en témoignent l'adaptation continue du dispositif de formation aux besoins réels des cadres et l'exploitation de la GPEEC comme outil efficace de management des compétences et de leur redéploiement au même titre qu'instrument efficace pour le recrutement de profils idoines.

Un effectif stable composé de ressources hautement qualifiées

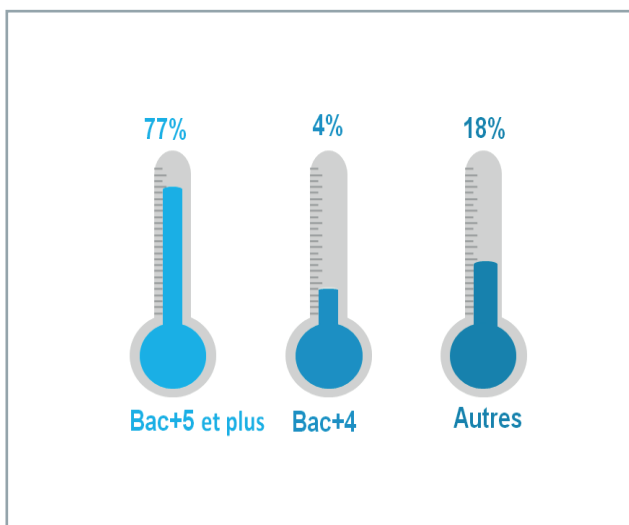
Au 31 Décembre 2018, l'effectif de la DEPF compte 92 personnes, avec un taux d'encadrement de l'ordre de 89%. Le taux de féminisation au sein de la DEPF est de 54% et de 27% au niveau des responsables.



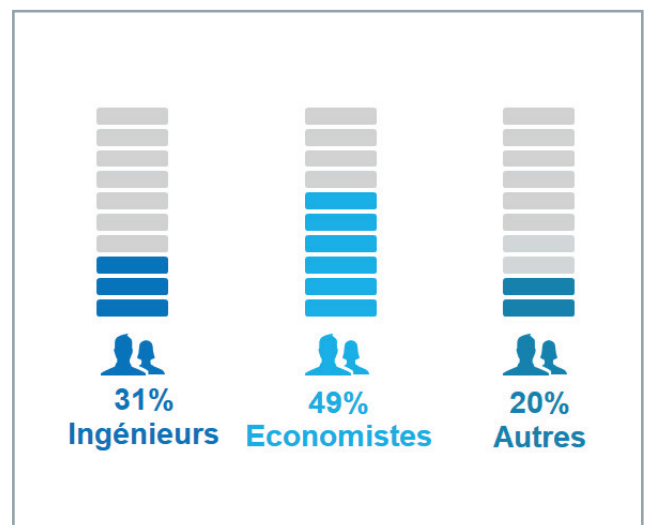
L'âge moyen des ressources humaines de la DEPF est de 41ans, la pyramide des âges montre que 59% de l'effectif de la Direction ont moins de 43 ans et 41 % ont plus de 44 ans. L'âge moyen des responsables est de 43 ans.

Par niveau de formation, 77% des cadres ont une formation supérieure d'un niveau BAC+5 et plus.

Effectif par niveau de formation



Profils diversifiés



Par rapport aux profils, les ingénieurs et les économistes représentent respectivement 31% et 49%, soit un total de 80% de l'effectif de la Direction.

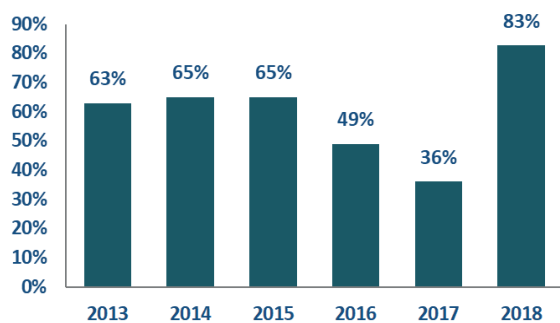
D'importantes actions de formation en faveur des cadres

En matière de formation, plusieurs actions ont été déployées dans le but de renforcer les compétences techniques et analytiques du personnel de la DEPF et ce, dans l'objectif ultime de leur permettre de rester au diapason des concepts novateurs en matière d'analyse économique, financière et sociale.

Les principaux indicateurs de formation afférant à l'exercice 2018, sont présentés comme suit :

- 796 jours/Hommes/Formation ;
- 81 bénéficiaires dont 26 responsables et 55 cadres ;
- 57% des bénéficiaires sont des femmes.
- 82% du personnel de la Direction ont bénéficié d'au moins une action de formation sur l'année 2018
- 09 jours comme moyenne du nombre de jours de formation par bénéficiaire.

Le taux d'accès à la formation du personnel de la DEPF a progressé de 41 % par rapport à 2017, ce qui dénote de l'approche inclusive adoptée pour faire bénéficier le maximum des cadres des opportunités de formation.



Evolution du taux d'accès à la formation

81 bénéficiaires dont 26 responsables et 55 cadres

AXE DE FORMATION	EFFECTIF BÉNÉFICIAIRE	JHF	% DE JHF
Economie et Finances	61	500	63%
Management et Développement Capacités	24	140	18%
Système d'Information et Informatique	30	77	10%
Langues	13	65	8%
Techniques Communication et Information	4	14	2%
Total	81	796	

Un pilotage des ressources humaines axé sur des instruments modernes et efficaces

L'année 2018 a connu l'évaluation des compétences, l'étude et l'analyse des vecteurs d'évolution. Cette évaluation, qui a concerné aussi bien les cadres chargés du métier de la Direction que leurs responsables directs, vise à définir les besoins en formation et à gérer les carrières sur une échelle individuelle.



3.2. OPTIMISATION DU SYSTÈME D'INFORMATION

La DEPF a poursuivi le développement de sa banque de données MANAR-Stat (<https://manar.finances.gov.ma>) aussi bien sur le plan technico-fonctionnel que sur le plan contenu informationnel. Cet infocentre ouvert au grand public, est constitué de séries chronologiques relatives à l'activité économique, financière et sociale que ce soit à l'échelle nationale, territoriale et internationale. Il met à disposition, actuellement, plus de 30.000 séries statistiques couvrant environ 300 domaines et sous domaines. Ces séries sont en grande partie annuelles mais également infra-annuelles.

Ces séries sont collectées auprès des différents pourvoyeurs de l'information nationaux et internationaux, notamment, le Haut-Commissariat au Plan, l'Office des Changes, Bank Al-Maghreb, les différents départements ministériels, ainsi que les principales bases de données internationales (FMI, Eurostat, FAO Stat, OCDE, CHELEM, ...). Dans ce sens, en 2018, la DEPF a œuvré pour la diversification de son bouquet d'abonnement aux bases de données internationales via l'acquisition d'accès à la base de données COMTRADE et CEPIL.

Les séries statistiques contenues dans Manar-stat, sont soumises à un contrôle d'intégrité et sont traitées selon des techniques appropriées afin de faciliter leur exploitation dans les différents travaux d'études et d'analyse (modélisation, prévision, évaluation d'impacts...).

Dans le sillage de l'intérêt que porte la Direction à l'analyse des potentialités et opportunités que s'offrent au Maroc au titre de de son nouveau positionnement continental, la DEPF a développé une base de données exhaustive comportant plusieurs indicateurs économiques, financiers et sociaux relatifs aux principaux pays partenaires africains. Ces indicateurs ont été recueillis auprès d'une soixantaine de sources statistiques internationales. Il y a lieu de souligner que la DEPF a inauguré en 2018 une nouvelle série de publications, en l'occurrence les « Policy Africa » qui abordent les aspects clés liés au positionnement économique du Maroc au niveau continental.

En termes d'utilisation de la banque de données Manar-Stat, l'année 2018 a été marquée par une montée en puissance du nombre d'inscrits pour atteindre plus de 1.535 comptes actifs hormis les utilisateurs internes et le nombre de consultations s'est hissé à 5.291, soit une croissance de 91% par rapport à l'année précédente.



3.3. CONCRÉTISATION D'UNE NOUVELLE COMMUNICATION DIGITALE

L'année 2018 a été marquée par la refonte du site internet de la Direction, et ce, en s'inspirant des meilleurs standards internationaux. Cette refonte s'inscrit dans le cadre du repositionnement stratégique de la DEPF en tant que think-tank du Ministère de l'Economie et des Finances, un think-tank centré sur les priorités du Gouvernement et activement présent au niveau du débat national sur les grandes questions de politique économique, financière et sociale qui interpellent notre pays.

Par le biais de ce site web rénové tant au niveau graphique qu'au niveau du contenu, la DEPF ambitionne de mettre à la disposition du public un accès en mode interactif à toute la richesse de ses publications réalisées depuis sa création en 1995. Ces publications sont, désormais, consultables selon plusieurs entrées : par métier de la Direction, par série de publications, par année et par auteur.

Ce nouveau site web, moderne, interactif et davantage ergonomique, a traduit la volonté de la Direction de répondre au mieux aux aspirations et aux attentes du public. Complétant sa présence sur les réseaux sociaux, ce nouveau site web a constitué pour l'année 2018 un pilier central de la politique de communication digitale de la DEPF et un levier majeur de son repositionnement stratégique.



Parallèlement à l'accessibilité gratuite à une batterie d'indicateurs nationaux et internationaux de référence disponibles au niveau de la banque de données « Manar-Stat », le nouveau site offre la possibilité d'accéder au tableau de bord mensuel qui retrace l'évolution de certains indicateurs clés ayant trait, entre autres, à l'environnement international et national, aux tendances sectorielles, aux finances publiques et à l'emploi.

D'autres nouveautés ont été introduites dans le nouveau site web de la DEPF. Il s'agit des infographies permettant une meilleure visualisation des données et des tendances de certains secteurs clés de l'économie nationale.

PERSPECTIVES 2019

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES
RAPPORT D'ACTIVITE 2018



Capitalisant sur les acquis enregistrés en termes d'accumulation du savoir et de l'expertise, la DEPF poursuivra en 2019 l'approfondissement de ses travaux d'analyse et leur indexation sur les questions prioritaires qui interpellent le renouveau du modèle de développement de notre pays.

Les principaux axes devant forger l'ossature des travaux de la DEPF au cours de l'année 2019 englobent notamment :

- L'examen approfondi de la question de soutenabilité des finances publiques pour cerner les marges de manœuvre budgétaires de l'Etat à moyen-terme.
- L'évaluation des politiques sectorielles pour en apprécier les impacts socioéconomiques et l'efficacité en matière d'usage de l'appui public qui leur a été consenti.
- Le traitement approfondi des questions liées au développement territorial à travers le recours à de nouveaux concepts dont notamment celui de la complexité économique des régions et la dynamique de spécialisation intelligente.
- L'analyse structurelle des enjeux liés au positionnement régional et international du Maroc, à travers l'examen des liens de partenariat du Maroc, dont notamment avec l'Afrique, et de la capacité de résilience de l'économie marocaine face aux chocs exogènes.
- L'éclairage sur les problématiques d'inclusivité sociale, en interrogeant, entre autres, l'efficacité des politiques redistributives déployés pour atténuer les inégalités dans leurs multiples dimensions.
- L'évaluation des effets du changement climatique à travers l'analyse des impacts de différents scénarios climatiques sur certains secteurs clés de l'économie marocaine et l'appréciation des capacités de résilience des territoires face aux incidences multidimensionnelles de ce phénomène irréversible.

En matière de coopération, la DEPF continuera à mobiliser son réseau de partenaires au niveau national et international à des fins de renforcement mutuel des compétences et de l'expertise. La Direction s'attachera, aussi, à renforcer davantage sa coopération avec les Directions Générales et Directions du MEF.

La DEPF assurera, comme à l'accoutumée, une présence active dans les forums de débat organisés au Maroc et à l'étranger pour mettre en relief les progrès accomplis par le Maroc au titre de l'accélération de sa trajectoire de développement d'ensemble.

Non moins important, la Direction poursuivra vigoureusement la valorisation de ses ressources humaines, procédera à l'enrichissement continu de son système d'information et optimisera sa politique de communication pour la mettre en phase avec les attentes de son audience cible.



PUBLICATIONS

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES
RAPPORT D'ACTIVITE 2018

POLICY BRIEF

L'adhésion du Maroc à la CEDEAO : Quels impacts sur la croissance et les échanges extérieurs ? (document interne)	janvier 2018
Impacts macroéconomiques de l'investissement public (document interne)	février 2018
Dynamique de la dette du trésor à moyen terme (document interne)	mars 2018
Impacts macroéconomiques d'une hausse du prix du pétrole en 2018 (document interne)	avril 2018
Evaluation du potentiel fiscal au Maroc (document interne)	mai 2018
Contribution à l'évaluation de l'efficacité du système éducatif marocain : une analyse comparative	juin/juillet 2018
Le contenu en emplois de la croissance économique au Maroc (document interne)	octobre 2018
Evaluation des impacts socio-économiques de la politique de l'habitat social au Maroc : cas du programme de logements sociaux à 250.000 dirhams (document interne)	décembre 2018

POLICY AFRICA

Profil pays : Nigeria	janvier 2018
Profil pays : Côte d'Ivoire	mars 2018
Profil pays : Mali	mai 2018
Profil pays : Sénégal	mai 2018
Echanges commerciaux Maroc-CEDEAO : opportunités par pays et par produit	mai 2018
Développement des entreprises marocaines en Afrique : Réalité et perspectives	novembre 2018

ETUDES

Aquaculture marine marocaine : potentiel et nécessité de développement	janvier 2018
Gouvernance, qualité institutionnelle et développement économique : quels enseignements pour le Maroc ?	avril 2018
La question des inégalités sociales : clés de compréhension, enjeux et réponses de politiques publiques	octobre 2018
Inégalités régionales sous le prisme des objectifs de développement durable à l'horizon 2030	novembre 2018

TABLEAUX DE BORDS

Tableau de bord des finances publiques	janvier 2019
Tableau de bord Macro-économique	mars/octobre 2018
Tableau de bord sectoriel de l'économie marocaine	janvier 2019
Tableau de bord social	mars 2018
Tableau de bord des principaux indicateurs économique, financiers et sociaux	mars/octobre 2018
Atlas social régional	janvier 2018

PROFILS REGIONS

Rabat salé Kenitra	mars 2018
Daraa tafilalet	mars 2018
Casablanca settat	juillet 2018
Béni mellal khenifra	septembre 2018
Souss massa	octobre 2018
Marrakech safi	octobre 2018
Tanger tetouan alhoceima	novembre 2018
Fes meknes	novembre 2018
Oriental	décembre 2018
Guelmim oued noun	décembre 2018
Laayoun sakia lhamra	prévu pour janvier 2019
Dakhla oued eddahab	prévu pour janvier 2019

RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER 2019**RAPPORT SUR LE BUDGET AXÉ SUR LES RÉSULTATS TENANT COMPTE DE L'ASPECT GENRE 2019**

AUTRES TRAVAUX

Mutations structurelles des finances publiques
Réexamen des dépenses fiscales : quelle démarche pour une fiscalité dérogatoire plus efficace ?
Evaluation de l'impact budgétaire des dépenses fiscales (article 91 du CGI)
Pression fiscale au Maroc : calcul et benchmark
Principales mesures fiscales prises entre 2001 et 2018 par année et par objectif
Regards sur le marché des capitaux en 2017
Développement et potentiel des Sukuks
Contribution du secteur des assurances au financement de l'économie
Construction du Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) pour des analyses sur le secteur énergétique, les émissions de CO2 et la fiscalité verte
Construction d'un indicateur synthétique de conjoncture pour le Maroc
Construction d'un Indice de Climat des Affaires pour le secteur manufacturier au Maroc
Estimation du potentiel des exportations marocaines : Approche par un modèle de gravité structurel
Estimation de la demande étrangère adressée au Maroc
Analyse des déterminants de l'attractivité du Maroc pour les investissements directs étrangers
Attractivité de l'économie marocaine selon les rapports internationaux
L'intégration de l'agriculture dans l'économie nationale et régionale
Logement des classes moyennes : potentiel et leviers de dynamisation
Evaluation des impacts économiques du Programme des Logements Sociaux à 250.000 DH
L'industrie automobile au Maroc : Vers de nouveaux gisements de croissance
Profil régionaux accompagnés d'un atlas sectoriel régional
Complexité économique régionale du Maroc
Secteur bancaire marocain : quelles opportunités de croissance en Afrique ?
Potentialités de l'investissement minier en Afrique
Objectifs de Développement Durable : Quelles avancées pour le Maroc ?
La croissance inclusive : ses concepts, ses dimensions et ses mesures
Mesures d'inclusion en faveur des NEETs

2018

RAPPORT D'ACTIVITE

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES



CONTACT

Adresse

DEPF
Boulevard Mohamed V. Quartier
Administratif,
Rabat-Chellah Maroc

Téléphone

(+212) 5 37.67.74.15/16

Online

Email : depf@depf.finances.gov.ma
Site web: depf.finances.gov.ma